



*Politique et syndicalisme unis
pour garantir un droit de grève
constitutionnel et équitable*

Lire l'article de Mohamed Assouli en pages 4-5

www.libe.ma

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH N°: 10376

Lundi 2 Décembre 2024

*A Lisbonne comme à Madrid, la soi-disant solidarité
avec le prétendu peuple sahraoui tombe à l'eau*

L'EUCOCO et sa cause à la noix de coco



*SAR le Prince Moulay Rachid préside un dîner offert
par SM le Roi à l'occasion de l'ouverture du FIFM*

La fête du film s'empare de Marrakech

Pages 12-13



*Si solidarité doit y avoir,
c'est avec les séquestrés
des camps de la honte.*



David Richard Evans hôte de l'USFP

David Richard Evans, éminent leader politique britannique et ancien secrétaire général du Parti travailliste (The Labour Party) a rendu visite au siège central de l'USFP à Rabat. Il était accompagné lors de cette visite de Sarah Rooney, chargée du programme international à la Westminster Institution.

Du côté de l'USFP, ont pris part à la réunion Youssef Aidi, président du Groupe socialiste-Opposition itihadie à la Chambre des conseillers, Khaoula Lachguar, responsable des relations extérieures du parti, Ahmed Mehdi Mezouari, représentant de l'USFP auprès du Parti socialiste européen, El Hassan Lachguar, coordinateur du Forum international des jeunes parlementaires socialistes et sociaux-démocrates et Lina El Baz, représentante de l'USFP au sein du Parti travailliste britannique.

Lors de cette réunion, les deux parties ont abordé des questions d'intérêt commun, ainsi que la situation politique dans les deux pays.

SAR la Princesse Lalla Meryem préside à Rabat la cérémonie d'inauguration du "Bazar de bienfaisance" du Cercle diplomatique



Son Altesse Royale la Princesse Lalla Meryem a présidé, samedi à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc à Rabat, la cérémonie d'inauguration du "Bazar de bienfaisance" du Cercle diplomatique, placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Après avoir coupé le ruban symbolique annonçant l'ouverture du Bazar de bienfaisance, Son Altesse Royale a visité les différents stands où est exposée une grande

variété de produits artisanaux et de terroir provenant de plusieurs pays du monde représentant les différents continents.

Au terme de cette cérémonie, SAR la Princesse Lalla Meryem a posé pour une photo-souvenir avec les membres du Cercle diplomatique.

A son arrivée à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, Son Altesse Royale a passé en revue une section des Forces Auxiliaires qui rendait les honneurs, avant d'être saluée par M. Mohamed Mehdi Bensaid, mi-

nistre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mme Naima Ben Yahia, ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille, M. Mohamed Yacoubi, wali de la région Rabat-Salé-Kénitra, M. Rachid El Abdi, président du Conseil régional, Mme Fatima Almoudni, présidente du Conseil communal, M. Abdelaziz Driouch, président du Conseil préfectoral, M. Abdellilah Idrissi Bouzidi, président du Conseil d'arrondissement Agdal-Riad, et Mme Samira Malizi, directrice de la Bibliothèque nationale.

SAR la Princesse Lalla Meryem a été également saluée par S.E. Mme Saulekul Saïlaulyzy, ambassadeur du Kazakhstan, S.E. Mme Mawadda Omar Haj Al Toam, ambassadeur du Soudan, Mme Yassine Al Jaïfri, Chargée d'affaire à l'ambassade d'Irak, Mme Rachael Dölger, présidente du Cercle diplomatique et Mme Yolanda Jah, secrétaire générale du Cercle diplomatique.

Le Bazar de bienfaisance est un rendez-vous annuel organisé par le Cercle diplomatique au Maroc pour célébrer l'amitié et la solidarité et soutenir les ONG marocaines œuvrant en faveur des plus défavorisés.

Cet événement est l'activité phare du Cercle diplomatique, dont les membres sont les conjointes des Chefs de missions diplomatiques et des représentants d'organisations internationales accréditées au Maroc.

Cette année, 46 ambassades et organisations internationales représentant l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient participent à cette édition avec une grande variété de produits, notamment l'artisanat, le textile et les œuvres d'art.

Elles se rassemblent autour d'un objectif commun : récolter des fonds pour soutenir les ONG marocaines œuvrant dans les domaines de l'éducation, de la santé et l'évolution des femmes en milieu rural, tout en cultivant les valeurs de fraternité, de solidarité et de générosité dans un climat de compréhension mutuelle et de respect entre les cultures et les régions.

A travers ses diverses initiatives caritatives, le Cercle diplomatique vise notamment à renforcer les liens d'amitié entre le Maroc et la communauté diplomatique.

L'Initiative Royale pour l'Atlantique en débat dans une université chilienne

L'Initiative Royale pour l'Atlantique, sa portée et ses objectifs ont été débattus dans une université chilienne à l'occasion de la « Semaine du Maroc au Chili », organisée du 28 novembre au 8 décembre.

Le débat a été animé autour d'une conférence donnée à l'Université Santo Tomas par Abderrazak El Hiri, professeur à l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah (USMBA) de Fès, sur le thème « L'Initiative Royale pour l'Atlantique : partenariat sud-sud et positionnement mondial du Maroc ». Devant une salle comble, l'universitaire marocain a indiqué qu'en impulsant cette Initiative, le Maroc ambitionne de devenir un « carrefour commercial entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques ».

L'Initiative Royale pour l'Atlantique, lancée en novembre 2023 par SM le Roi Mohammed VI, vise également à renforcer les relations commerciales et politiques que le Maroc entretient avec les pays riverains de l'Atlantique, ainsi qu'avec des puissances économiques majeures, telles que les États-Unis, l'Union européenne et la Chine.

Notant que cette Initiative est prometteuse à plusieurs égards, Abderrazak El Hiri a énuméré les défis qu'il faut relever pour

qu'elle atteigne ses objectifs. Il a cité notamment les coûts de financement des projets d'infrastructure, qui exigent d'importants investissements publics et privés et la nécessité de respecter les normes environnementales pour éviter la dégradation des écosystèmes côtiers.

Le professeur universitaire marocain a souligné que ce projet de grande envergure, lancé par le Maroc, va permettre de renforcer sa position stratégique dans la région de l'Atlantique et de diversifier les opportunités économiques et commerciales dans la région.

Relevant la portée stratégique de cette Initiative, El Hiri a cité à titre d'exemple la construction en cours du port de Dakhla Atlantique, sur une surface de 1.650 hectares et avec un investissement global de 13,6 milliards de dirhams.

Ce projet ambitieux, a-t-il dit, s'inscrit dans le cadre de la politique Royale de développement régional et de diversification économique, à travers le renforcement des infrastructures, l'amélioration des connexions maritimes et l'impulsion de l'intégration des régions côtières dans une dynamique de croissance.

Faisant observer que le Maroc bénéficie

d'un atout stratégique majeur grâce à sa position géographique à la croisée de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient, l'universitaire marocain a noté que cette Initiative royale ne manquera pas de renforcer la compétitivité commerciale du Maroc, en facilitant l'accès des produits marocains aux marchés internationaux via des ports modernes.

En outre, cette Initiative devrait dynamiser les régions côtières, générer des emplois et accroître la connectivité internationale de l'Afrique.

S'en est suivi un débat fructueux avec les étudiants de l'université Santo Tomas sur la portée de l'Initiative royale pour l'Atlantique et son impact sur la région ouest-africaine.

Les questions ont particulièrement porté sur les gains en termes de temps dans les connexions maritimes entre le port de Dakhla et l'Amérique du sud, notamment avec le Chili.

L'assistance a souhaité connaître le positionnement du futur port de Dakhla dans la réalisation de l'équilibre en matière de commerce international entre l'Asie, l'Europe et les Amériques.

Certains ont souligné les retombées économiques et sociales de l'Initiative Royale

pour la région ouest-africaine en termes de réduction de la pauvreté, de création d'emplois et de baisse de la migration vers l'Europe.

Six universités chiliennes abritent jusqu'au 8 décembre prochain une dizaine de conférences sur des thèmes aussi divers que « la dynamique de développement socio-économique dans les provinces du Sud », « Le Chili et le Maroc unis par une littérature commune » et « Le Maroc et le panhispanisme, une question d'histoire et de géographie ».

D'autres conférences porteront sur « l'architecture du Sud Maroc », « le nouveau modèle de développement marocain », « L'Initiative d'autonomie pour les provinces du Sud », « de modèle de Dakhla : Hub africain » et enfin « Le Maroc et ses littératures : l'espagnol comme patrimoine partagé ».

L'Université catholique du Nord va également abriter une conférence sur « la place accordée à la question palestinienne dans la politique étrangère du Maroc ».

Outre ces conférences, la « Semaine du Maroc au Chili » prévoit des ateliers d'artisanat et de calligraphie, des spectacles de musique et de danse, un défilé de mode et un Forum d'affaires.

A Lisbonne comme à Madrid, la soi-disant solidarité avec le prétendu peuple sahraoui tombe à l'eau

L'EUCOCO et sa cause à la noix de coco



La tenue de la 48e conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le soi-disant peuple sahraoui (EUCOCO) à Lisbonne sonne le glas du polsario qui perd de plus belle du terrain en Europe.

Un grand conflit intergénérationnel

«Après la réunion de Tolède en Espagne, qui a fait chou blanc et atteste de la faillite de la stratégie politique du polsario sur le continent européen, cette conférence s'est tenue deux semaines seulement après l'échec des manifestations du 16 novembre dans la capitale espagnole, Madrid, où la réunion annuelle la plus importante a révélé des scissions au sein de la direction du polsario en Espagne et au sein de son secrétariat général», a affirmé Machij El Karkri, membre du Bureau politique de l'USFP, dans une tribune publiée par notre alter ego, Al Ittihad Ichtraki.

Selon lui, Madrid a abrité simultanément, le 16 novembre 2024, deux manifestations sur le Sahara. La première a été organisée par des associations traditionnelles de gauche comme le CEAS-Sahara et la FEMAS, et n'a pas dépassé quelques poignées de manifestants, qui ont ressassé des sujets classiques, comme l'opposition à l'Accord de Madrid de 1975 et le retour au référendum enterré une fois pour toutes par l'ONU.

La deuxième manifestation a eu lieu dans l'avenue Fezzaz, où se trouve le siège du PSOE. Et comme dans la première, peu de personnes y ont pris part, dont la plupart sont des jeunes mécontents des positions des responsables séparatistes à Madrid.

«Ces deux manifestations reflètent les divisions au sein du front séparatiste et les défis et difficultés auxquels il est confronté

pour mobiliser le soutien populaire européen», a souligné Machij El Karkri. Et d'ajouter: «Elles reflètent également un grand conflit intergénérationnel et d'intérêts au sein du polsario, et montrent le mécontentement des jeunes de l'échec et de la corruption de sa direction».

D'après le responsable ittihad, «parmi les plus grandes crises auxquelles le poli-

sario est actuellement confronté, il y a l'absence de démocratie en son sein, puis sa transformation en une organisation terroriste ciblant les civils, en plus des scandales liés à la corruption qui le gangrène, comme le détournement des aides humanitaires destinées aux réfugiés dans les camps, ainsi que la publication de rapports faisant état de violations des droits de l'Homme, y compris des crimes de viol d'enfants dans le cadre du programme «Vacances pour la paix». En outre, le polsario est confronté à des défis de leadership, notamment après plusieurs scandales dans lesquels sont impliqués des responsables de la direction, notamment Brahim Ghali, accusé de corruption et de mauvaise gestion. «Ces crises sont à l'origine du déclin de la solidarité avec le polsario en Europe», a martelé le membre du Bureau politique.

Déclin de la capacité de mobilisation

A vrai dire, le spectre de ces dissensions dévoilées au grand jour à Madrid a plané sur la conférence de Lisbonne, a fait savoir Machij El Karkri qui avance plusieurs indicateurs montrant l'échec de celle-ci: «Quelques heures seulement après son ouverture, les organisateurs n'ont pas encore annoncé le programme de ladite conférence, en plus de l'absence totale de responsables politiques de grande envergure». Et le membre du Bureau politique de l'USFP de préciser: «Historiquement, cette conférence a servi de principale tribune internationale pour exposer la stratégie du polsario, tant au niveau de la mobilisation populaire qu'au niveau de l'obtention du soutien financier et politique des municipalités et des gouvernements régionaux en Europe. En fait, les récents événements de Madrid montrent le net déclin de la capacité de mobilisation

».

Selon Machij El Karkri, les municipalités et les gouvernements régionaux en Europe ont toujours constitué un appui essentiel pour le succès de la conférence européenne, et ont été également les plus importants soutiens aux séparatistes aussi bien sur le plan politique que financier.

Mais cela fait partie du passé. «Aujourd'hui, nombre de ces organismes sont devenus plus prudents, surtout après que certaines vérités ont été révélées sur la situation dans les camps de Tindouf, notamment les violations des droits de l'Homme et la corruption de la direction du polsario. Bref, ces organismes commencent à prendre conscience des antinomies du narratif séparatiste», a-t-il soutenu dans son article publié le week-end dernier avant d'affirmer: «Ces dernières années, nous avons assisté à une évolution des positions d'un grand nombre de gouvernements locaux en Europe, qui ont commencé à s'éloigner du polsario, exprimant leur inquiétude face à la situation humanitaire dans les camps et à la corruption endémique au sein de la direction séparatiste».

Et Machij El Karkri de souligner: «Il est clair que la conférence de Lisbonne sonne le déclin de l'influence dont jouissaient les pantins séparatistes dans le passé» en Europe, alors que le Maroc continue de renforcer sa position sur la scène internationale et de réaliser des acquis diplomatiques grâce à la stratégie Royale clairvoyante.

«L'initiative marocaine visant à résoudre le conflit du Sahara, qui promeut une solution politique basée sur l'autonomie sous souveraineté marocaine, continue de gagner le soutien international, notamment en Europe et maintenant dans nombre de pays d'Amérique latine, bastion historique des séparatistes», a-t-il conclu.

Mourad Tabet



Aujourd'hui, nombre d'organismes sont devenus plus prudents, surtout après que certaines vérités ont été révélées sur la situation dans les camps de Tindouf, notamment les violations des droits de l'Homme et la corruption de la direction du polsario

Politique et syndicalisme unis pour garantir un droit de grève constitutionnel et équitable



Dans un contexte de crise marqué par une perte de confiance croissante entre le citoyen et le gouvernement, le Maroc traverse aujourd'hui une phase critique aux niveaux économique et social. L'aggravation du coût de la vie et l'évolution exponentielle du chômage, combinée à la détérioration des services essentiels tels que la santé et l'éducation, font ressentir au citoyen un sentiment d'abandon face à un avenir incertain, à un moment où le gouvernement donne l'impression d'être incapable d'assumer ses responsabilités ou de proposer des solutions concrètes à ces défis accumulés.

Gouvernance déficiente face aux défis syndicaux et sociaux

Il semble également que l'exécutif actuel soit incapable de créer les équilibres nécessaires pour permettre une action syndicale efficace et constructive. Cette incapacité à instaurer un environnement équilibré et propice au dialogue reflète une méconnaissance, voire une indifférence, envers le rôle central que les syndicats occupent dans l'architecture constitutionnelle marocaine. Cette posture affaiblit considérablement la capacité des syndicats à remplir leur mission fondamentale de

défense des intérêts des travailleurs et de participation active aux réformes socioéconomiques du pays.

Le meilleur exemple de cette situation réside dans le retard accusé par la mise en œuvre de la loi organique relative à l'organisation du droit de grève et la loi sur les syndicats. Ces textes, pourtant essentiels pour réguler les relations professionnelles et garantir un cadre clair et équitable pour l'action syndicale, demeurent inaboutis, entravant ainsi l'efficacité du dialogue social et la protection des droits des travailleurs.

Le gouvernement du Patronat semble ignorer que le travail syndical au Maroc constitue un droit constitutionnel fondamental, visant à protéger les droits des travailleurs et à renforcer la démocratie. Les articles 8 et 29 de la Constitution de 2011 garantissent explicitement la liberté de créer des syndicats et de mener leurs activités librement. Cependant, malgré ces garanties juridiques, le mouvement syndical continue de faire face à des défis majeurs. Parmi lesquels figurent les restrictions imposées à ses activités et la faiblesse persistante du dialogue social, ce qui limite sa capacité à atteindre des objectifs essentiels tels que l'amélioration des conditions de travail et la préservation des acquis sociaux.

En outre, l'ignorance apparente de l'importance constitutionnelle des syndicats de la part du gouvernement actuel compromet la dynamique de négociation et la mise en place d'un cadre de partenariat solide et équilibré entre les différentes parties prenantes. Une telle situation nécessite une révision urgente de l'approche gouvernementale pour permettre aux syndicats de jouer pleinement leur rôle dans le développement démocratique et social du pays.

Les critiques adressées au gouvernement concernant également l'absence de dialogue entre ce dernier et les forces vives de la société. Une telle situation ne fait qu'exacerber la crise et affaiblir davantage la confiance des citoyens envers les institutions. L'absence de communication et de concertation avec les acteurs sociaux, économiques et syndicaux contribue à aggraver les tensions sociales et à éloigner les citoyens des processus de prise de décision.

Mobilisation des forces démocratiques pour une réforme durable

Les données issues d'études récentes montrent que près de 70% des citoyens se disent insatisfaits de la per-

formance gouvernementale. Ils estiment que les politiques publiques actuelles ne répondent pas à leurs besoins quotidiens et échouent à traiter efficacement leurs problèmes, notamment dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de la santé et du pouvoir d'achat. Ce sentiment d'insatisfaction générale reflète un manque de vision claire et inclusive de la part du gouvernement, ainsi qu'une incapacité à instaurer un dialogue constructif pour apporter des solutions concrètes et adaptées aux attentes de la population.

Face à cette situation, il est essentiel de souligner la nécessité d'œuvrer pour un engagement national, politique et syndical visant à mobiliser les forces démocratiques. A cet égard, l'Union socialiste des forces populaires et la Fédération démocratique du travail se trouvent en première ligne. Fortes d'un héritage historique de lutte pour les causes populaires, ces deux entités disposent des atouts nécessaires pour jouer un rôle décisif dans cette mobilisation.

L'USFP et la FDT doivent s'engager à dénoncer les dysfonctionnements de la gouvernance actuelle et à proposer des solutions concrètes. Ces solutions doivent s'appuyer sur des plans stratégiques clairs, à même de répondre aux besoins des citoyens et de rétablir

leur confiance envers les institutions. Le chemin vers la réforme est long et ardu, mais il reste possible si les efforts sont conjugués et si l'intérêt du pays et des citoyens est placé au-dessus de toute autre considération partisane.

Dans ce cadre, le partenariat et la coopération entre l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et la Fédération démocratique du travail (FDT) revêtent une importance cruciale. Ensemble, ces deux forces peuvent jouer un rôle moteur pour protéger les droits des travailleurs, renforcer la justice sociale et contribuer à la stabilité nationale, tout en soutenant un développement durable et inclusif.

USFP-FDT : Une alliance pour la justice sociale et la protection des travailleurs

Le 8^e congrès du Syndicat démocratique des phosphates a mis en lumière son rôle central dans la défense des droits des travailleurs et l'amélioration des conditions de travail dans le secteur du phosphate. Le soutien que l'USFP a apporté à ce congrès s'inscrit d'ailleurs dans le cadre d'un partenariat stratégique avec ce syndicat visant à terme une répartition plus équitable des richesses et plus de justice sociale. Animé par ces mêmes idéaux, le Parti de l'USFP ne ménage aucun effort en vue d'accompagner et de soutenir d'autres syndicats dans des secteurs essentiels tels la santé, l'éducation et la justice, en promouvant le dialogue social inclusif et des réformes durables.

La collaboration entre l'Union socialiste des forces populaires et la Fédération démocratique du travail démontre une coordination stratégique visant à concrétiser les revendications syndicales et à s'opposer aux lois perçues comme contraaires aux intérêts des travailleurs, notamment le projet de loi organique sur le droit de grève. Driss Lachgar, Premier secrétaire de l'USFP, a exprimé cette position lors de son discours inaugural au 8^e congrès des phosphatiers, soulignant l'engagement du parti dans la défense des acquis syndicaux et la promotion d'une justice sociale durable. Cette démarche a conduit à la formation d'un groupe de pression par les institutions démocratiques de gauche, visant à inciter le gouvernement à adopter une approche consultative et concertée avec l'ensemble des parties prenantes concernant la loi organique sur le droit de grève.

L'Union socialiste des forces populaires : Une force politique multidimensionnelle et un bouclier protecteur pour les syndicats et la société civile face aux défis

L'Union socialiste des forces populaires s'efforce d'appréhender les difficultés auxquelles la société marocaine est confrontée aujourd'hui dans leur globalité et dans leurs interactions les unes avec les autres. Son objectif est d'apporter les réponses qui lui semblent les plus à même à répondre aux défis et aux enjeux que les populations rencontrent dans leur quotidien. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'il essaye d'interpeller le gouvernement sur les dysfonctionnements de ses politiques dans les domaines hautement stratégiques tels que l'éducation, la santé, la justice, et l'emploi, tout en plaidant pour la création d'une institution de dialogue social pour renforcer la stabilité du pays.

Au Parlement, l'Union socialiste des forces populaires affiche une position ferme contre les projets de loi jugés contraires à l'intérêt public, en proposant des alternatives conformes aux attentes des citoyens. Le parti s'engage également à soutenir ses organisations parallèles et la société civile, renforçant ainsi son rôle militant et son impact dans divers domaines.

Pour atteindre ses objectifs, l'USFP agit sur plusieurs fronts, mobilisant tous les moyens légaux à sa disposition pour inciter le gouvernement à reconsidérer ses positions. Le parti veille à cet effet à ce que l'opposition parlementaire puisse exercer pleinement son rôle, conformément aux dispositions du règlement interne de la Chambre des représentants et de la Chambre des conseillers. Ce travail s'inscrit dans une stratégie visant à promouvoir un dialogue politique constructif et à défendre les principes de justice sociale et d'équité.

La Fédération démocratique du travail : Une force syndicale autonome et un bouclier protecteur pour les droits des travailleurs

Grâce à ses ressources humaines significatives, d'une part, et à ses fortes interconnexions avec les organes de l'USFP, d'autre part, la Fédération démocratique du travail permet à celui-ci de bénéficier d'un regard émanant d'un angle tout autre que celui à travers lequel il a l'habitude d'appréhender l'action politique et de hiérarchiser les initiatives à entreprendre dans le cadre de sa lutte perpétuelle pour faire valoir les attentes des populations en termes de plus de justice sociale et plus d'équité.

De même, les relations de collaboration que la FDT a avec l'opposition parlementaire, l'organisation de jeunes usfpistes et les organisations professionnelles de la société civile, renforcent la synergie entre les actions de militantisme menées par ces différents orga-

nismes qui sont tous animés par la même volonté de voir surgir un projet de société qui soit plus juste et qui prenne en compte les difficultés de plus en plus grandissantes auxquelles une majorité de Marocains sont confrontés.

Cela implique que le rôle de la FDT dépasse le cadre stricto sensu de l'action syndicale au sens traditionnel du terme, et ce en apportant son expertise et son dynamisme à des initiatives politiques et sociales stratégiques. Cette collaboration permet de promouvoir une vision globale et cohérente, répondant aux attentes des citoyens et renforçant les capacités d'action de l'USFP dans la défense des droits sociaux, économiques et politiques.

Ainsi, la FDT, en coordination avec ses partenaires, participe à l'élaboration de politiques publiques inclusives et à la structuration d'un dialogue social efficace, consolidant son positionnement comme un pilier essentiel de la justice sociale et du développement national.

La FDT, un acteur incontournable dans l'amélioration des conditions de travail dans les secteurs public et privé

La Fédération démocratique du travail joue un rôle central dans la défense des travailleurs, en particulier dans le secteur public, où elle est fortement représentée dans des domaines stratégiques tels que l'éducation, la santé, la justice et la culture. Avec plus de 940 représentants élus dans les commissions paritaires, elle se positionne au troisième rang national et contribue activement aux négociations sectorielles. Cependant, elle fait face à des défis majeurs dans le secteur privé, notamment des discriminations envers ses adhérents, mettant en lumière la nécessité d'un engagement renforcé pour défendre les libertés syndicales et améliorer le cadre juridique existant.

L'Union socialiste des forces populaires joue un rôle d'appui et de soutien aux militants syndicalistes en promouvant les libertés syndicales garanties par la Constitution et en défendant des conditions de travail équitables. Une loi spécifique aux syndicats est essentielle pour clarifier leur fonctionnement, renforcer leur transparence et encadrer le dialogue social, tout en jetant les bases d'une loi organique sur le droit de grève. Cette dernière doit trouver un équilibre entre les droits des travailleurs et les exigences économiques, renforçant ainsi la place des syndicats dans la justice sociale et le développement national.

La réussite de ces réformes nécessite une volonté politique sincère et une collaboration étroite entre syndicats, gouvernement et employeurs pour promouvoir la justice sociale et consolider la démocratie sociale. Le Parti de l'USFP et la FDT sont appelés à travailler de concert pour aller au-delà de la simple protestation en proposant des réformes réalistes et ambitieuses, notamment dans les domaines des libertés syndicales, tout en luttant contre les politiques d'exclusion et de marginalisation. Ces efforts combinés visent à

consolider le rôle des syndicats en tant qu'acteurs essentiels de la justice sociale et du progrès national.

Le Maroc face à des crises économiques, environnementales et au défi du Mondial 2030

Le Maroc traverse une période difficile marquée par des crises économique et sociale, caractérisées par la hausse des prix, le chômage et la détérioration des services essentiels dans la santé et l'éducation. Ces problèmes sont aggravés par l'absence de dialogue politique et des défis majeurs tels que la sécurité alimentaire, menacée par les fluctuations climatiques et la faible production agricole, ainsi que la sécurité hydrique, fragilisée par l'épuisement des ressources en eau et la baisse des réserves des barrages. La pauvreté et la baisse du pouvoir d'achat exacerbent ces difficultés.

Le pays doit également faire face à des enjeux environnementaux, tels que la désertification et la pollution, qui compromettent la durabilité des ressources naturelles. Parallèlement, le poids de l'endettement public, dépassant 70% du PIB, limite les capacités de financement de projets structurants et entrave le développement socio-économique et social.

Dans ce contexte, l'organisation de la Coupe du monde 2030 représente un défi supplémentaire nécessitant des investissements significatifs dans les infrastructures sportives, publiques et touristiques, ainsi qu'une mobilisation nationale pour offrir une expérience exceptionnelle.

Face à ces défis, il est crucial d'éviter les tensions politiques et sociales inutiles, de renforcer la stabilité et d'encourager l'unité. Les forces de gauche et démocratiques ont un rôle central à jouer en proposant une vision fondée sur la justice sociale et une répartition équitable des richesses. Par leur engagement, elles peuvent contribuer à réorienter les politiques pour répondre aux besoins des citoyens et construire un Maroc plus juste et prospère.

Un projet de loi organique actuellement sur le bureau de la Chambre des représentants exige une attention particulière. L'intérêt du pays nécessite un engagement du gouvernement dans un processus de concertation inclusif autour de ce texte, qui aura un impact déterminant sur l'avenir et la stabilité du pays dans les années à venir. Le gouvernement doit comprendre que dans ce processus, il n'y a ni perdant ni gagnant sur le plan partisan. Le véritable gagnant doit être l'Etat et la stabilité de ses institutions.

Par Mohamed Assouali

Membre de la Commission nationale d'arbitrage et d'éthique de l'USFP



Projet de loi sur la grève

Les amendements du Groupe socialiste

Le Groupe socialiste-Opposition itihadie a proposé des amendements concernant le projet de loi organique fixant les conditions et les modalités de l'exercice des droits de grève conformément aux dispositions constitutionnelles, notamment l'alinéa 2 de l'article 29 qui garantit le droit de grève.

Nous y reviendrons dans notre prochaine édition avec plus de détails.

Réunion franco-marocaine inédite à Paris pour améliorer les procédures migratoires



En marge du séminaire biannuel des consuls généraux, organisé par le Maroc et porté par l'ambassade du Royaume en France, de hauts responsables des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, dont les co-présidents du Groupe migratoire mixte permanent Maroc-France (GMMP), ont tenu, vendredi, une réunion inédite à la Chancellerie, à l'invitation du Royaume du Maroc.

Selon un communiqué conjoint, rendu public à l'issue de cette réunion, la partie française était composée de Simon Fetet, directeur de l'immigration au ministère de l'Intérieur, co-président du Groupe migratoire mixte permanent Maroc-France, Mathilde Grammont, conseillère diplomatique du ministre de l'Intérieur, Frédéric Rimoux, adjoint de l'ambassadeur chargé des migrations au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Delphine Montuelle, cheffe du pôle éloignement à la Direction de l'immigration.

La partie marocaine était composée de Khalid Zerouali, directeur de la migration et de la surveillance des frontières au ministère de l'In-

térieur, co-président du Groupe migratoire mixte permanent Maroc-France, Bouchta Fahli, directeur des renseignements généraux à la Direction générale de la sûreté nationale, Fouad Kadmiri, directeur des affaires consulaires et sociales au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger et Samira Sitail, ambassadrice du Royaume du Maroc en France.

Cette réunion, précise le communiqué, a porté essentiellement sur la coopération en matière de réadmission et de prévention des départs ainsi que sur les points d'amélioration à même de faciliter la coopération en matière de délivrance de laissez-passer consulaires (LPC), documents exigibles pour l'exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF).

A l'issue de cette réunion, qui s'inscrit dans la continuité de celle tenue le 3 octobre dernier à Marrakech par le Groupe migratoire Mixte permanent, la partie française a pris part à un échange avec les 17 consuls généraux du Maroc, déployés sur le territoire français (Paris, Orly, Pontoise, Villemomble, Mantes-la-Jolie, Co-

lombes, Lille, Lyon, Montpellier, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Orléans, Dijon, Strasbourg et Bastia).

Cette session qui a duré 2 heures, a permis une remontée d'informations directe et des échanges de grande qualité, entre les consuls généraux du Maroc et les représentants de la partie française.

Cette séquence, faite de questions et de réponses entre les deux parties, est destinée à renforcer tout le dispositif de coopération migratoire entre le Royaume du Maroc et la France, dans lequel l'action consulaire est centrale.

Cette démarche innovante, relève le communiqué, est destinée à répondre à la volonté exprimée par les deux chefs d'État, Sa Majesté le Roi Mohammed VI et le Président de la République française, Emmanuel Macron, lors de la visite d'État qui s'est tenue du 28 au 30 octobre dernier à Rabat.

Il s'agit en effet, comme cela a été énoncé dans la Déclaration conjointe sur le partenariat d'exception renforcé signée le 28 octobre 2024 par les deux Chefs d'État de «construire un

agenda global sur le plan migratoire, incluant à la fois la facilitation des mobilités légales, la lutte contre l'immigration irrégulière, et la coopération en matière de réadmission et de prévention des départs, ainsi que le renforcement de la coordination entre les pays d'origine, de transit et de destination, sur la base du principe de la responsabilité partagée».

Cette rencontre, ajoute le communiqué conjoint, s'inscrit également dans la continuité des échanges entre Abdelouafi Lafit, ministre de l'Intérieur, et son homologue français Bruno Retailleau, qui avaient tenu une séance de travail en marge de la visite d'État du Président français à Rabat, le 29 octobre dernier.

A l'issue de cette rencontre, les deux parties se sont félicitées de la qualité de la coopération migratoire exemplaire entre le Maroc et la France, comme l'atteste l'amélioration des indicateurs relatifs à la réadmission, tout comme elles ont salué le rôle aussi bien des préfets que des consuls généraux qui est au cœur de la stratégie et de la vision mises en place dans le cadre du GMMP.

Ainsi, les deux parties conviennent que les préfets et les consuls généraux favorisent un contact le plus direct possible qui permette d'améliorer la coopération entre les deux parties.

La partie marocaine a loué les efforts déployés par la France pour renforcer la mobilité légale, en particulier celle des étudiants. De même qu'elle relève avec satisfaction l'évolution positive des taux d'octroi de visas. La protection des droits de la diaspora marocaine installée en France, pilier des relations humaines, culturelles et économiques entre les deux pays a été également au centre des échanges.

De son côté, la partie française a salué les efforts du Maroc dans la gestion des flux migratoires et a constaté que cette coopération s'améliorait. Enfin, la partie française remercie le Maroc pour l'organisation de cette rencontre, permettant de déployer la stratégie souhaitée par la France et le Maroc en matière de coopération migratoire. Elle fera l'objet d'une évaluation à l'occasion de la prochaine réunion du GMMP qui se tiendra en France au premier trimestre de l'année 2025, ajoute le communiqué.

Pour rappel, le GMMP a été créé en mai 2018, date à laquelle a eu lieu sa première édition à Marrakech.

A Addis-Abeba, le Maroc réitère sa solidarité constante avec le peuple palestinien pour l'établissement de son Etat indépendant

Le Maroc a réitéré, vendredi à Addis-Abeba, sa solidarité constante avec le peuple palestinien frère et son engagement en faveur de l'établissement d'un Etat palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec Al Qods-est comme capitale.

Dans une allocution à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, qui s'est déroulée au siège de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, l'ambassadeur du Maroc en Éthiopie et à Djibouti, Nezha Alaoui M'hammdi a souligné qu'une véritable paix au Moyen-Orient doit garantir aux Palestiniens leurs droits légitimes, dans le cadre de la solution à deux États, déplorant la situation tragique qui prévaut à Gaza.

Mme Alaoui M'hammdi, présidente du Conseil des ambassadeurs arabes à Addis-Abeba, a dans ce sens rappelé les actions entreprises par le Maroc, sur Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dont l'envoi de plusieurs aides humanitaires à la Bande de Gaza.

La diplomate a aussi rappelé le message adressé par le Souverain au Président du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Cheikh Niang, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, et dans lequel SM le Roi a souligné que le Royaume du Maroc réaffirme la nécessité de parvenir à un cessez-le feu immédiat et durable dans la bande de Gaza et la cessation des agressions répétées visant les pou-

lations paisibles en Cisjordanie et à Al-Qods, d'assurer la protection des civils sur l'ensemble des territoires palestiniens et empêcher de les prendre pour cible et de les mettre en danger de mort.

Le Souverain a aussi indiqué que le Royaume insiste sur la nécessité de procéder sans condition ni réserve à une ouverture immédiate et permanente de tous les points de passage, de préserver, renforcer et soutenir la mission de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), de refuser tout déplacement des citoyens palestiniens et veiller au respect total du droit international et du droit international humanitaire et de lancer des négociations sérieuses et constructives pour ressusciter le processus

de paix conformément aux résolutions des Nations Unies et de la légalité internationale, a-t-elle poursuivi.

Mme Alaoui M'hammdi a aussi rappelé que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Président du Comité Al Qods, avait à plusieurs reprises donné Ses Très Hautes Instructions, à l'Agence Bayt Mal Al Qods, pour déployer une opération humanitaire d'aide alimentaire, par voie terrestre, destinée à la population palestinienne de Gaza et de la Ville Sainte d'Al Qods.

La célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien s'est déroulée en présence de plusieurs diplomates accrédités à Addis-Abeba, des représentants d'agences onusiennes et d'autres personnalités.

Clôture à Tanger de la 16^{ème} édition du Forum MEDays

Les travaux de la 16^{ème} édition du Forum international MEDays, organisée cette année sous le thème "Souverainetés et résiliences : vers un nouvel équilibre mondial", ont pris fin samedi soir à Tanger, avec la participation de plusieurs chefs de gouvernement.

La cérémonie de clôture de cette 16^{ème} édition, placée sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, a été marquée par la remise du prestigieux Grand prix MEDays 2024 à trois éminents dirigeants des Caraïbes, à savoir le Premier ministre de Grenade, Dickon Mitchell, le Premier ministre du Commonwealth de la Dominique, Roosevelt Skerri, et le Premier ministre de Sainte-Lucie, Philip Joseph Pierre.

Quatre jours durant, le Forum a réuni près de 300 intervenants de très haut niveau issus de 127 pays devant un public de 7.000 participants autour de débats visant à approfondir la conversation continentale et globale au sujet de la consolidation des souverainetés nationales ou régionales (institutionnelle, politique, territoriale, sécuritaire, économique, alimentaire, énergétique, sanitaire) et la construction d'une résilience partagée, en réponse aux crises mondiales multiples.

Intervenant à cette occasion, le président de l'Institut Amadeus, Brahim Fassi Fihri, a souligné que ce Forum est une illustration éloquent de l'intérêt porté par le

Maroc, sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, à la souveraineté et à la résilience : deux "valeurs non négociables".

M. Fassi Fihri a noté que les débats ont porté sur les différentes dimensions de la souveraineté, notamment celles économique, énergétique, culturelle et alimentaire, rappelant que ce Forum a été l'occasion pour les nombreuses délégations présentes de réitérer leur soutien constant à la marocanité du Sahara et au plan marocain d'autonomie comme étant la seule solution crédible, réaliste et durable pour mettre fin à ce différend régional artificiel.

De son côté, le Premier ministre de Grenade, Dickon Mitchell, a passé en revue les défis auxquels font face les petits Etats côtiers et insulaires, notamment ceux liés au changement climatique, aux tensions géopolitiques, à la perturbation des chaînes d'approvisionnement et à l'inflation, saluant l'engagement du Maroc, sous la conduite clairvoyante de SM le Roi Mohammed VI, en faveur de la coopération Sud-Sud.

M. Mitchell s'est également félicité d'avoir des Etats amis tels que le Maroc qui ne cesse de déployer des efforts pour soutenir les pays du Sud, mettant l'accent sur l'importance de ce Forum qui se veut une plateforme de rencontre et d'échange autour de plusieurs questions d'intérêt régional et international.

Pour sa part, le Premier ministre de

Sainte-Lucie, Philip J. Pierre, a relevé que le Maroc et Sainte-Lucie entretiennent des relations solides, axées sur le développement mutuel, notamment dans l'éducation, un domaine clé dans la lutte contre la pauvreté, soulignant que les bourses marocaines octroyées aux étudiants de Sainte-Lucie, reflètent cet engagement.

Il a par ailleurs appelé à une coordination renforcée entre les pays pour aider toutes les nations à devenir plus résilientes face à des défis globaux, à travers le renforcement des partenariats entre les pays du Sud Global, tout en favorisant un dialogue continu, inclusif et porteur d'un avenir plus équitable.

Dans la même veine, le Premier ministre du Commonwealth de la Dominique, Roosevelt Skerri, a appelé à un accès équitable au financement pour promouvoir le développement durable et lutter contre les effets du changement climatique.

Il a tenu à exprimer sa gratitude à SM le Roi pour l'opportunité offerte par le Forum international MEDays qui constitue un rendez-vous incontournable de rencontres et d'échanges entre d'éminentes personnalités sur des sujets d'actualité.

De son côté, le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Younes Sekkouri, a noté que le Maroc, sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI, a en-

tamé un chantier ambitieux, celui de l'Etat social, qui sera de nature à consolider le développement du Royaume dans différents domaines, évoquant également les nouveaux chantiers ambitieux du Royaume, et à leur tête la production d'hydrogène vert, qui contribuera à assurer un réel développement durable.

Il a également saisi cette occasion pour mettre l'accent sur le rôle déterminant de la société civile, avec toutes ses composantes, dans l'accompagnement de ce développement économique et social, ainsi que dans sa contribution à la résilience du Royaume.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a quant à lui relevé que la résilience constitue une caractéristique intrinsèque des sociétés du Sud qui n'ont cessé, à travers l'histoire, de faire montre d'ingéniosité pour s'adapter aux nouveaux défis, notant que le Maroc s'est lancé dans un processus de développement pour consolider sa résilience et sa souveraineté dans différents domaines.

A cet égard, il a tenu à mettre en avant les réalisations accomplies par le Maroc, sous la sage conduite de SM le Roi, dans le secteur industriel, notamment l'automobile dont la production marocaine égale les plus grandes industries du monde, rappelant par la même occasion que le Port Tanger Med figure en tête du classement mondial en termes de performances.

Les maladies liées au vieillissement et le coût des dépenses de santé

Des défis pour le système sanitaire



Le professeur Redouane Samlali a souligné que de nombreux défis et contraintes pèsent sur le système de santé, nécessitant des efforts conjoints de tous les acteurs pour les surmonter. Dans son intervention lors de la 9^{ème} édition des Assises nationales de la santé, tenue du 29 novembre au 1er décembre à Taghazout, le président de l'Association nationale des cliniques privées a attiré l'attention

sur le coût élevé des dépenses de santé supporté par les citoyens. Environ 50% des frais médicaux sont à leur charge, ce qui limite l'accès aux soins et aggrave l'état de santé des patients, contraints d'abandonner la prévention et de ne consulter un médecin qu'à un stade avancé de leur maladie, rendant les soins et les traitements plus complexes.

Le professeur Samlali a également

exprimé son étonnement face à l'absence de révision de la convention nationale relative aux tarifs de référence, signée en 2006 et censée être révisée tous les trois ans. Il a également déploré que la convention signée en 2020 n'ait pas encore été mise en application.

Dans sa présentation, le professeur a insisté sur l'importance d'une révision collective de cette convention afin de garantir un accès équitable et uniforme aux soins pour toutes les caté-

gories sociales. Il a souligné que les dépenses de santé deviennent particulièrement lourdes à mesure que l'on vieillit, en raison de la nature des maladies associées à cette tranche d'âge. Par exemple, pour le cancer, 130 nouveaux cas sont enregistrés chaque année pour 100 000 jeunes, tandis que ce chiffre grimpe à cas chez les personnes âgées, sans oublier d'autres pathologies.

La 9^{ème} édition des Assises nationales de la santé a réuni un grand nombre d'acteurs et d'experts du secteur de la santé. Elle a été marquée par des ateliers sur l'économie de la santé, la feuille des soins électroniques, la digitalisation dans le secteur sanitaire, le financement de la santé et le coût des traitements, ainsi que sur les incitations pour investir dans ce domaine... A cette occasion, une convention de partenariat visant à développer la digitalisation dans le secteur de la santé privée a été signée entre Anas Doukkali, ancien ministre de la Santé et président du Centre pour l'innovation et la santé numérique, et le professeur Redouane Samlali, président de l'Association nationale des cliniques privées.



900 cas de cancer pour 100 000 habitants enregistrés chaque année chez les personnes âgées



En Syrie, des rebelles prennent la majeure partie d'Alep



Une coalition de groupes rebelles dominée par des islamistes a pris la majeure partie d'Alep, la deuxième ville de Syrie et son aéroport, lors d'une offensive éclair qui a fait plus de 320 morts, a indiqué une ONG samedi, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale.

Le président syrien Bachar al-Assad a assuré en soirée que son pays était capable "de vaincre les terroristes", selon un communiqué de la présidence.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre, a fait état de raids aériens russes avant l'aube sur Alep, les premiers depuis 2016, année durant laquelle le régime avait repris le contrôle de la ville septentrionale aux rebelles, avec l'aide de Moscou.

Samedi après-midi, une frappe aérienne "probablement" russe a ciblé des "véhicules civils" dans un secteur d'Alep pris par les rebelles, tuant 16 civils, a indiqué l'OSDH.

Un photographe de l'AFP sur place a vu des voitures calcinées, des corps sur la chaussée et un autre dans une voiture.

Ces violences sont les premières de cette ampleur depuis plusieurs années en Syrie, où une guerre dévastatrice avait été déclenchée en 2011, impliquant des belligérants soutenus par différentes puissances régionales et internationales.

Avec l'appui militaire crucial de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais, le régime de Bachar al-Assad a lancé en 2015 une contre-offensive qui lui a permis de re-

prendre progressivement le contrôle d'une grande partie du pays, et en 2016 la totalité de la cité d'Alep.

Hayat Tahrir al-Sham (HTS), dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, et des factions rebelles syriennes, certaines soutenues par la Turquie, ont lancé mercredi - jour de l'entrée en vigueur d'une trêve entre le Hezbollah et Israël - une offensive depuis la région d'Idleb, dernier bastion échappant au régime.

Ils ont pris des dizaines de localités avant d'entrer vendredi dans la ville d'Alep.

"Le HTS et les factions alliées ont pris

la majeure partie de la ville d'Alep, des bâtiments gouvernementaux et des prisons", a précisé l'OSDH.

Les rebelles ont défilé dans les rues, installé leur drapeau devant un poste de police et déchiré un portrait de M. Assad, selon des images de l'AFP.

Ils ont également pris le contrôle de l'aéroport international d'Alep, selon l'OSDH.

L'ONG a ajouté que les rebelles avaient également progressé samedi dans les provinces d'Idleb et de Hama (centre), prenant le contrôle de "dizaines de localités stratégiques sans aucune résistance".

L'OSDH a affirmé que l'armée s'était retirée de la ville de Hama, mais une source militaire syrienne, citée par les médias d'Etat, a démenti.

L'armée syrienne a confirmé la présence de combattants antirégime dans de "larges parties" d'Alep et déploré des "dizaines" de morts et de blessés dans l'offensive.

Selon un dernier bilan de l'OSDH, 327 personnes ont été tuées depuis mercredi: 183 combattants rebelles, 100 soldats syriens et membres des forces progouvernementales ainsi que 44 civils.

L'Iran a affirmé samedi que des "éléments terroristes" avaient attaqué son consulat à Alep, et annoncé la visite dimanche à Damas de son chef de la diplomatie.

Téhéran a en outre appelé à une "coordination" avec Moscou pour faire face à cette offensive, et Bagdad a dit que la "sécurité" et la "stabilité" de la Syrie étaient "liés" à celles de l'Irak.

La France a appelé toutes les parties à "protéger les populations civiles" à Alep, tandis que la Maison Blanche a jugé que le régime syrien subissait les conséquences de "son refus" de s'engager dans un dialogue politique et de sa "dépendance à la Russie et à l'Iran".

Le nord-ouest bénéficiait ces dernières années d'un calme précaire en vertu d'un cessez-le-feu parrainé par Moscou et Ankara, instauré après une offensive du régime en mars 2020.

Les rebelles ont instauré un couvre-feu de 24 heures à Alep, à partir de 17H00 samedi (14H00 GMT), "pour assurer la sécurité des habitants".

Le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, a déclaré à l'AFP que les rebelles avaient rapidement pris de vastes secteurs d'Alep "sans rencontrer de résistance significative".

"Les lignes du régime se sont effondrées à un rythme incroyable qui a pris tout le monde par surprise", estime Doreen Khalifa, experte de l'International Crisis Group.

Le HTS et les rebelles contrôlent des pans entiers de la province d'Idleb, des secteurs dans la province voisine d'Alep, ainsi que des zones de Hama et Lattaquié.

L'armée turque, qui contrôle plusieurs zones du nord syrien, avait appelé vendredi à mettre "fin" aux "attaques" sur Idleb après des raids russes et syriens.

Déclenchée en 2011 après la répression brutale de manifestations prodémocratie, la guerre en Syrie a fait un demi-million de morts.



Le HTS et les rebelles contrôlent des pans entiers de la province d'Idleb, des secteurs dans la province voisine d'Alep, ainsi que des zones de Hama et Lattaquié

Trêve au Liban

Frappes israéliennes contre des positions du Hezbollah

L'armée israélienne a annoncé samedi avoir mené plusieurs frappes aériennes contre des positions du Hezbollah au Liban, fragilisant le cessez-le-feu avec le mouvement islamiste libanais.

Une trêve entre Israël et le Hezbollah est entrée en vigueur mercredi au Liban, après plus d'un an d'hostilités transfrontalières et deux mois de guerre ouverte entre l'armée israélienne et le mouvement armé libanais soutenu par l'Iran.

Le conflit avait contraint 60.000 personnes en Israël et 900.000 autres au Liban à fuir de chez eux.

À la veille de l'entrée en vigueur de la trêve, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait prévenu que son pays conserverait "une totale liberté d'action militaire" au Liban, "si le Hezbollah viole l'accord et tente de se réarmer".

L'armée israélienne a communiqué avoir mené samedi quatre frappes, dont une visant "une installation du Hezbollah (...) dans la région de Saïda", la grande ville du sud du Liban. Elle a aussi dit avoir ciblé "un véhicule militaire opérant près d'un site de fabrication de roquettes du Hezbollah".

L'agence de presse officielle libanaise ANI a fait état d'une "frappe de drone sur une voiture" dans le district de Tyr, dans le sud du pays, ainsi que d'un tir d'obus sur Khiam, un village frontalier, et de tirs d'artillerie intermittents à la périphérie du village de Shaqra.

Toujours dans le sud du pays, où ses forces sont présentes, l'armée israélienne a affirmé avoir "localisé et confisqué des armes dissimulées dans une mosquée".

L'armée de l'air israélienne a dit en outre avoir mené un raid samedi dans l'est du pays sur "des sites d'infrastructures militaires près de points de passage entre la Syrie et le Liban utilisés par le Hezbollah pour faire passer clandestinement des armes de Syrie au Liban".



Le Hezbollah avait ouvert un front "de soutien" au Hamas contre Israël au début de la guerre dans la bande de Gaza, déclenchée le 7 octobre 2023 par l'attaque sans précédent du mouvement islamiste palestinien.

Après des mois d'échanges de tirs de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise, Israël a lancé le 23 septembre dernier une campagne de bombardements massifs sur les fiefs du mouvement libanais, suivie d'opérations terrestres dans le sud du Liban, affirmant vouloir sécuriser sa frontière nord et permettre le retour des déplacés.

Selon les autorités libanaises, au moins 3.961 personnes ont été tuées depuis octobre 2023, la plupart depuis fin septembre. Côté israélien, 82 militaires et 47

civils sont morts en 13 mois, selon les autorités.

Parrainé par les États-Unis et la France, l'accord de cessez-le-feu prévoit le retrait dans un délai de 60 jours de l'armée israélienne du Liban.

Le Hezbollah doit, lui, se replier jusqu'au nord du fleuve Litani, à environ 30 km de la frontière, et démanteler son infrastructure militaire dans le sud, où seuls l'armée libanaise et les Casques bleus seront déployés.

L'armée libanaise a commencé dès mercredi à déployer troupes et blindés dans le sud du pays et le chef du Hezbollah, Naim Qassem, s'est engagé vendredi à coopérer avec elle.

L'Agence européenne de sécurité aérienne (AESA) a prolongé samedi ses re-

commandations aux compagnies aériennes d'éviter de survoler le Liban.

L'armée israélienne poursuit parallèlement ses opérations dans la bande de Gaza, où elle veut détruire le Hamas et où la situation humanitaire est désastreuse.

La Défense civile y a annoncé samedi la mort de trois Palestiniens travaillant pour l'ONG américaine World Central Kitchen (WCK), dans une frappe israélienne à Khan Younès (sud). L'ONG a confirmé leur mort, tandis que l'armée israélienne a accusé l'un d'eux d'avoir participé à l'attaque du 7-October.

En Israël, un ancien ministre de la Défense, Moshé Yaalon, a dénoncé samedi un "nettoyage ethnique" à Gaza, provoquant un tollé dans la classe politique.

Biden en Angola pour tenir in extremis une promesse à l'Afrique

Il avait promis d'aller en Afrique pendant son mandat, Joe Biden va s'exécuter in extremis avec un voyage en Angola, censé affirmer les ambitions américaines sur le continent face à la Chine.

Le président américain, qui cédera la place à Donald Trump le 20 janvier, est attendu à Luanda de lundi à mercredi.

Le démocrate de 82 ans avait prévu de faire ce déplacement en octobre, avant de l'annuler en raison du passage d'un ouragan en Floride.

Le voyage est le premier d'un président américain en Afrique et consacré au continent depuis 2015, et le tout premier d'un chef d'État de la première puissance mondiale dans ce pays pétrolier bordant l'Atlantique.

"Ce n'est ni trop tard ni trop peu", a affirmé un haut responsable américain lors d'un entretien avec des journalistes. "Alors que nous avions déserté depuis des années, le président Biden nous a

remis dans le jeu", a-t-il assuré.

Joe Biden vient évoquer divers investissements dans le pays et la région, à commencer par le "Coulouir de Lobito", un gigantesque projet de voie ferrée reliant le port angolais de Lobito à la République démocratique du Congo (RDC), avec la construction d'un embranchement vers la Zambie, pour acheminer des matières premières stratégiques telles que le cuivre et le cobalt.

En recevant fin 2023 son homologue angolais Joao Lourenço, Joe Biden avait qualifié ce chantier - également soutenu par l'Union européenne - de "plus important investissement américain de tous les temps dans le rail africain".

À Luanda, le président américain doit s'entretenir avec le chef d'État angolais et prononcer un discours. Washington promet des annonces en matière de santé, d'agriculture, de coopération militaire et de préservation du patrimoine culturel.

Joe Biden "n'a jamais reculé quand il s'agit d'évoquer les obstacles à la démocratie", a par ailleurs dit une haute responsable américaine, interrogée sur la situation des droits humains en Angola.

Selon Amnesty International, la police angolaise a tué au moins 17 personnes en trois ans lors de manifestations. Joe Biden "doit exiger la libération immédiate de cinq opposants politiques détenus de manière arbitraire", a par ailleurs jugé l'ONG.

Le principal but du président américain reste toutefois d'affirmer les ambitions des États-Unis face à la Chine.

Les gouvernements africains sont en demande "d'alternatives" aux pharaoniques investissements chinois, surtout si ces derniers ont pour conséquence que "les États se retrouvent avec une dette écrasante" envers Pékin, a assuré un haut responsable américain.

L'argument devrait porter: l'Angola est endettée à hauteur de 17 milliards de dollars au-

près de la Chine, soit 40% du total de sa dette.

"La visite d'un président américain est toujours importante d'un point de vue institutionnel", juge Heitor Carvalho, économiste et professeur à l'université Lusitana.

Washington voit aussi d'un bon œil le rôle de médiation joué par Luanda face au conflit dans l'est de la République démocratique du Congo.

Pour le président angolais, cette visite sera comme "réaliser un rêve, être celui qui fait venir pour la première fois un président américain" dans l'ancienne colonie portugaise, qui s'était alliée à l'Union soviétique pendant la Guerre froide, juge Cesaltina Abreu, sociologue à l'université catholique d'Angola.

Le président Joao Lourenço cherche à diversifier les partenariats de son pays, au-delà de la Chine mais aussi de la Russie. L'Angola a par exemple voté en faveur de la résolution des Nations unies condamnant en 2022 l'invasion de l'Ukraine.

Masse monétaire : Une croissance annuelle de 6,7% en octobre dernier

La masse monétaire (agrégat M3), chiffrée à 1.846,1 milliards de dirhams (MMDH), a affiché une croissance annuelle de 6,7% en octobre dernier, soit un rythme similaire à celui enregistré en septembre, selon Bank Al-Maghrib (BAM).

Cette évolution est le résultat principalement d'un effet conjugué du ralentissement de l'accroissement du crédit bancaire au secteur non financier de 3,3% à 2,4% et des avoirs officiels de réserve de 3,6% à 1,6%, ainsi que de l'accélération de la croissance des créances nettes sur l'Administration Centrale à 10,4% après 8,4%, fait savoir BAM.

La stagnation de la progression annuelle de l'agrégat M3 reflète une accélération de la croissance de la monnaie fiduciaire, passée de 10,1% à 10,6%, une quasi-stabilité des comptes d'épargne à 3,6%, une décélération des dépôts à vue auprès des banques à 8,7% après 10,2%, et une atténuation de la baisse des détentions des agents économiques en titres des organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires de 16,5% à -6%, rapporte la MAP.

Par secteur institutionnel, l'évolution des actifs monétaires, hors monnaie fiduciaire, traduit une accélération de la croissance des actifs des ménages à 6% contre 5,8%, ainsi qu'une décélération de celle des sociétés non financières privées à 7,6% après 10,1%, relève BAM.

Pour le crédit bancaire, le ralentissement de la progression des concours au secteur non financier reflète celui de la croissance des crédits alloués aux sociétés non financières tant privées que publiques respectivement à 1,5% après 2%, et à 2,7% après 14,9% le mois dernier.

En revanche, la progression des prêts aux ménages a quasi-stagné à 1%, avec une accélération de la croissance des crédits aux particuliers de 2,1% à 2,5% et une accentuation de la baisse des concours aux entrepreneurs individuels à -10,6% après -7,2%.

Par objet économique, l'évolution des concours bancaires au SNF reflète un ralentissement de la croissance des facilités de trésorerie de 5,1% à 0,9% et de celle des crédits à l'équipement de 8,3% à 7,4%, une quasi-stagnation de l'évolution des prêts à l'immobilier à 2% ainsi qu'une progression des crédits à la consommation de 1,5% après 1,1%.

En ce qui concerne les créances en souffrance (CES), elles se sont quasiment stabilisées à 3,5% et leur ratio au crédit s'est situé à 8,8%.

Les exportations aéronautiques continuent de cartonner



Les données publiées par l'Office des changes montrent que les exportations du secteur aéronautique, qui se sont chiffrées à 21,86 milliards de dirhams (MMDH) au terme des 10 premiers mois de l'année 2024, continuent de cartonner. Elles avaient atteint 18,640 MMDH au cours de la même période de 2023.

D'après les experts de l'institution publique, elles ont connu une progression de +17,3% à +3,22 MMDH au titre de cette période, grâce à l'accroissement des ventes du segment de l'assemblage de +26,9% à +3,01 MMDH et des exportations du segment EWIS (Electrical Wiring Interconnection System - système d'interconnexion de câblage électrique) de +2,6% à +187MDH, atteignant respectivement 14,26 MMDH et 7,51 MMDH à fin octobre, indique l'Office dans son récent bulletin sur les indicateurs mensuels des échanges extérieurs.

Il est important de constater que l'évolution des exportations de ce secteur enregistre un léger ralentissement comparé au mois précédent. En effet, en septembre dernier, elles avaient progressé de +20,2% à +3,29 MMDH. Cette évolution avait été attribuée à l'accroissement des ventes du segment de l'assemblage de +3,07 MMDH et des exportations du segment EWIS de +205MDH.

Rappelons que ces exporta-

tions avaient connu une forte progression de +21,2% en août dernier mais n'avaient progressé que de +3,04 MMDH après un accroissement des ventes du segment de l'assemblage de +2,87 MMDH, et des exportations du segment EWIS de +156MDH.

Quoi qu'il en soit, ces évolutions ne seraient qu'un leurre pour le Groupe socialiste-Opération itihadi qui s'est exprimé récemment sur l'évolution de ce secteur à la Chambre des conseillers.

En effet, lors de la séance mensuelle des questions orales sur la politique générale du gouvernement axée sur « la politique nationale d'industrialisation », le président du Groupe socialiste-Opération itihadi, Youssef Aïdi, a déploré le fait que « le Maroc se cantonne principalement à la fabrication de pièces relativement simples ».

Malgré l'implantation de plus de 140 entreprises internationales, ce dernier constate en outre que le Maroc ne dispose pas de « compétences avancées en matière de conception et d'ingénierie, ce qui le relègue au rang de sous-traitant et non de créateur dans la chaîne de valeur mondiale ».

Les critiques du Groupe socialiste ont porté aussi sur la politique du gouvernement dans le secteur de l'agro-industrie estimant qu'en dépit de l'abondance de ses ressources agricoles et ses capacités à pro-

duire plus, « le Maroc demeure fortement dépendant des importations de produits alimentaires ».

Pour l'opposition, « cela reflète notre faible capacité au niveau de l'industrie de transformation et, par conséquent, l'exportation de matières premières et leur importation après leur transformation constituent un fardeau majeur pour l'économie ».

Il est à souligner qu'au terme des 10 premiers mois de 2024, les exportations ont progressé de +2,9%, soit +1.972MDH pour atteindre 69,76 MMDH contre 67,790 MMDH enregistrés durant la même période de l'année écoulée.

Selon les explications de l'Office, cette évolution est justifiée par l'accroissement des exportations de l'agriculture, sylviculture et chasse (+1,56 MMDH) et des exportations de l'industrie alimentaire (+306MDH).

Dans son bulletin, l'Office des changes fait également état d'une hausse de +8%, soit +9,75 MMDH des ventes dans le secteur automobile. Cette évolution fait suite à l'augmentation des ventes du segment de la construction (+3,76 MMDH), du segment du câblage (+3,32 MMDH) et du segment de l'intérieur véhicules et sièges (+1,33 MMDH).

Rappelons également que lors de son intervention à la

Chambre des conseillers, Youssef Aïdi a fait le constat suivant : « Dans le secteur de l'automobile, et bien que le Maroc soit leader en Afrique avec une capacité de production dépassant 700.000 véhicules par an, ce succès quantitatif masque une fragilité structurelle ».

À ses yeux, « le taux d'intégration locale dans les composants technologiques de pointe reste modeste, le pays étant incapable de produire des éléments essentiels comme les moteurs et les systèmes électroniques avancés », avait-il ajouté constatant, par ailleurs, que les voitures made in Morocco peinent à gagner la confiance des Marocains, qui privilégient les véhicules importés.

Également en progression, les exportations des phosphates et dérivés ont bondi de +12,5% (+7,60 MMDH) pour se chiffrer à 68,33 MMDH contre 60,734 un an plus tôt ; en raison, principalement, de la hausse des ventes des engrais naturels et chimiques (+4,49 MMDH), des phosphates (+2,05 MMDH) et des ventes de l'acide phosphorique (+1,05 MMDH).

Quant aux exportations du secteur textile, elles sont accusé un recul de 0,5% (-210MDH), du fait essentiellement de la baisse des exportations de chaussures (-201MDH).

Alain Bouithy

ONEE : Travaux de raccordement d'un nouveau tronçon du canal de traction alimentant Taza en eau potable

La Direction régionale de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) pour la région Centre Nord - Secteur Eau, annonce la programmation des travaux de raccordement d'un nouveau tronçon du canal de traction régional alimentant Taza en eau potable à partir du barrage de Bab Louta pour une durée de 48 heures, les mardi et mercredi 03 et 04 décembre 2024.

Dans un communiqué, l'Office affirme avoir pris toutes les mesures nécessaires pour assurer un approvisionnement régulier en eau potable à ses usagers dans la province de Taza, notant toutefois que quelques perturbations temporaires seront observées dans les communes de Ghiata al Gharbia, Bouhlou, Oulad Zbair et Bni Frassen.

A cet égard, rapporte la MAP, l'Office demande à tous ses clients dans ces quatre communes de prendre

les précautions nécessaires pour stocker des quantités suffisantes d'eau pendant la période des travaux et reporter toutes les activités consommatrices d'eau jusqu'après l'opération de raccordement, exhortant tous les citoyens à consommer cette substance vitale de manière responsable et rationnelle.

"Cet important projet contribuera à l'amélioration des conditions de vie de la population bénéficiaire et au développement socio-économique de la province en augmentant le débit du canal et en améliorant les services fournis aux adhérents", souligne l'Office.

L'ONEE reste à la disposition de ses clients pour de plus amples éclaircissements et affirme que ses équipes travaillent sans relâche pour que l'approvisionnement en eau potable des citoyens de la province de Taza soit assuré dans les meilleures conditions, conclut-on.

Crédit Agricole du Maroc : Le RNPG à 246 MDH à fin septembre dernier

Le résultat net part du groupe (RNPG) de Crédit Agricole du Maroc (CAM) s'est établi à 246 millions de dirhams (MDH) à fin septembre 2024, en hausse de 333% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat net consolidé s'est, quant à lui, établi à 263 MDH, en croissance de 410% alors qu'au niveau des comptes sociaux, le résultat net s'est élevé à 241 MDH (+345%), indique le groupe dans un communiqué sur ses résultats financiers.

Les croissances enregistrées

aussi bien au niveau des comptes consolidés qu'au niveau des comptes sociaux sont essentiellement dues à celles constatées au niveau du Produit Net Bancaire (PNB), explique la même source.

Ce dernier s'est apprécié de 27% au terme du troisième trimestre 2024, atteignant 3,5 milliards de dirhams (MMDH), contre 2,8 MMDH à fin septembre 2023. Parallèlement, le PNB social a progressé de 34%, atteignant 3,3 MMDH, fait savoir le communiqué.

WAM Morocco 2025

Le Maroc se positionne comme leader des industries de nouvelle génération

Le World Advanced Manufacturing & Logistics Expo & Summit (WAM Morocco) se tiendra du 28 au 30 Octobre 2025 à Casablanca avec l'objectif de propulser l'industrie manufacturière florissante du Maroc vers des secteurs de nouvelle génération.

Organisé sous l'égide du ministère marocain de l'Industrie et du Commerce et en collaboration avec des partenaires industriels majeurs, à savoir la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) et l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE), WAM Morocco vise à favoriser l'émergence de nouveaux secteurs et renforcer les capacités industrielles du pays pour une croissance durable.

Se déroulant à la Foire internationale de Casablanca (FIC), WAM Morocco est organisé par Kaoun International, l'organisateur de Gitex Global, le plus grand et influent salon mondial dédié à la technologie et à l'intelligence artificielle, ainsi que de Giex Africa au Maroc - le plus grand événement technologique et dédié aux start-ups du continent, rapporte la MAP.

Points forts de l'évènement et objectifs stratégiques

WAM Morocco s'engage à faire progresser et à soutenir la vision du Maroc à devenir un hub de fabrication et de logistique durable et compétitif à l'échelle mondiale, en mettant en avant des technologies de pointe telles que l'IA, le calcul quantique, l'impression 3D, la blockchain et la réalité mixte.

WAM Morocco inclura une série d'événements spécialisés, notamment WAP (World Advanced Packaging, Printing, and Plastic Technologies), dédié aux innovations dans l'emballage et les technologies plastiques, WASIM (World Advanced Sustainable Manufacturing), axé sur la fabrication durable avancée et WIM (World Industrial Materials), consacré aux matériaux industriels de pointe.

Ces événements visent à stimuler les partenariats entre les secteurs public et privé, à attirer des investissements étrangers et à soutenir le renforcement des capa-

rités locales, contribuant ainsi à un impact économique durable et à la consolidation du rôle du Maroc en tant que leader africain dans la fabrication technologique et durable. Le Maroc s'appuie sur des bases solides dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, dynamisés par des projets tels que la Fez Smart Factory et la Stratégie Nationale des Ports 2030, dotées d'un budget de 600 millions de dollars.

Ces initiatives ont attiré des investissements étrangers conséquents. Le Maroc est devenu le plus grand exportateur automobile non européen vers l'Europe. De plus, il occupe une place importante dans le secteur aéronautique, avec des exportations totalisant 2,2 milliards de dollars, au service de grands clients tels que Boeing et Airbus. Les récentes avancées en matière de fabrication et de logistique placent le Maroc sur la scène internationale, au moment où il se prépare à accueillir WAM Morocco.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a salué cette initiative, notant que WAM Morocco représente une

étape importante dans le parcours du Maroc pour devenir l'un des principaux pôles de fabrication avancée en Afrique et dans le monde. "Participer à cet événement met en lumière l'engagement de notre nation envers l'innovation, la résilience économique et le leadership industriel. En réunissant des expertises mondiales et locales, nous créons un environnement où l'innovation technologique et les pratiques durables peuvent prospérer, propulsant notre pays et le continent vers un avenir prospère et axé sur la technologie", a indiqué M. Mezzour.

De son côté, Trixie LohMirmand, PDG de Kaoun International, organisateur de WAM Morocco et de Gitex Africa, a souligné que "WAM Morocco est une manœuvre stratégique et puissante pour le Maroc, accélérant la notoriété du Royaume et du continent dans les industries de haute technologie et offrant un accès sans précédent aux capacités technologiques mondiales".

"En réunissant les meilleurs talents de l'innovation, de l'investissement et de la collaboration,

WAM Morocco s'apprête à déclencher une nouvelle vague de révolution industrielle en Afrique, ouvrant la voie à une croissance accélérée sur la scène mondiale", a-t-elle soutenu.

Pour sa part, le Président de la CGEM, Chakib Alj, a exprimé son soutien en mettant l'accent sur l'importance de la collaboration public-privé.

"Cet événement dépasse le cadre d'une simple exposition. C'est une plateforme cruciale pour les entreprises marocaines, notamment les PME, pour s'ouvrir à l'international, collaborer avec des leaders mondiaux de l'innovation et établir des partenariats qui accéléreront notre développement industriel", a souligné M. Alj, soulignant qu'en réunissant start-ups et grandes entreprises locales avec des pionniers internationaux, "nous jetons les bases d'une croissance durable, d'une compétitivité accrue et d'une résilience économique renforcée. Nous appuyons pleinement cette initiative et anticipons des retombées économiques significatives pour le Maroc et l'Afrique dans son ensemble".

Port de Safi : Les débarquements de la pêche en baisse de 10% à fin octobre

Les débarquements de la pêche côtière et artisanale au niveau du port de Safi ont enregistré une baisse de 10% durant les dix premiers mois de l'année en cours, pour se chiffrer à 41.098 tonnes (T), contre 45.609 T à la même période un an auparavant, selon l'Office National des Pêches (ONP).

La valeur marchande de ces produits s'est inscrite en hausse de 9% à fin octobre dernier, pour s'établir à 268,3 millions de DH (MDH), contre 245,7 MDH à la

même période de 2023, précise l'ONP dans son dernier rapport relatif aux statistiques sur la pêche côtière et artisanale au Maroc.

Par espèce, les débarquements de poissons pélagiques ont régressé de 9% à fin octobre 2024, pour s'établir à 38.078 T (123 MDH, -2%), contre 41.788 T (125,1 MDH) durant la même période de 2023, rapporte la MAP. De même, les captures des poissons blancs ont reculé de 18% pour se situer à 848 T (46,6 MDH, -4%)

contre 1.034 T (48,7 MDH).

Les débarquements des céphalopodes ont, de leur côté, progressé de 47% à 1.145 T (89,5 MDH, +60%), contre 777 T (plus de 55,7 MDH).

S'agissant des prises de crustacés, elles ont connu une baisse de 45% pour se chiffrer à 82 T (6,2 MDH, -40%), contre 149 T (plus de 10,4 MDH), alors que celles des algues ont reculé de 49% pour s'établir à 944 T (plus de 2,8 MDH, -49%), contre 1.861 T (plus de 5,5 MDH).

Au niveau national, les produits commercialisés de la pêche côtière et artisanale ont enregistré, en termes de valeur, une hausse de 6% à 9,2 milliards de dirhams au cours des dix premiers mois de 2024, selon l'ONP.

Le poids de ces produits s'est établi à 1.102.646 T, en baisse de 1% comparativement à fin octobre 2023, précise l'ONP dans son récent rapport sur les statistiques de la pêche côtière et artisanale au Maroc.

Ouverture en grande pompe de la 21^{ème} édition du FIFM

La fête du film s'empare de Marrakech

Art & culture

Sous le ciel étoilé de la cité ocre, la 21^{ème} édition du Festival international du film de Marrakech s'est ouverte en beauté, mêlant la magie du septième art à l'éclat de personnalités emblématiques venues des quatre coins du globe.

Vendredi soir, le Palais des Congrès de Marrakech s'est transformé en un écrin de lumière, accueillant des icônes du cinéma, de l'art et de la culture. Placé sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cet événement prestigieux n'a pas seulement célébré le cinéma, mais également le dialogue interculturel et la puissance de l'art quand à façonner des perspectives nouvelles.

Les flashes des appareils photo crépitaient sans répit, immortalisant les pas élégants des invités sur le légendaire tapis rouge. Le public, vibrant et enthousiaste, a salué l'arrivée du jury de la compétition officielle, dirigé par le cinéaste italien Luca Guadagnino. En sa compagnie, des figures mondialement reconnues telles que le réalisateur iranien Ali Abbasi, la réalisatrice indienne Zoya Akhtar, l'actrice américaine Patricia Arquette, l'actrice belge Virginie Efira, l'acteur australien Jacob Elordi, l'acteur britannico-américain Andrew Garfield, l'actrice marocaine Nadia Kounda, et le réalisateur argentin Santiago Mitre.

Dans un discours empreint de poésie, Guadagnino a rendu hommage à Marrakech, qu'il décrit comme une ville où le mystère de l'image et la beauté brute se fondent parfaitement. «Pour moi, Marrakech et le cinéma sont la même chose», a-t-il déclaré avec ferveur, symbolisant ainsi l'union entre

une ville aux mille facettes et l'art de capturer des récits universels.

Quatorze œuvres cinématographiques issues de diverses contrées rivalisent cette année pour décrocher la prestigieuse Etoile d'Or. Parmi elles, le poignant *The Village Next to Paradise* du cinéaste somalien Mo Harawe. Ce film, soutenu par les "Ateliers de l'Atlas" du Festival, tisse un récit de rêve et de résistance au cœur d'un village somalien en proie à la misère. Grâce à une direction artistique minutieuse et des images saisissantes, Harawe réussit à capturer l'essence même de l'humanité en quête de lumière, même dans l'adversité la plus sombre.

Le panorama cinématographique s'élargit également avec des œuvres telles que «Les Tempêtes» de Dania Raymond-Boughenou, ou encore «Perfumed with Mint» de Muhammed Hamdy, témoins de la richesse narrative et esthétique de leurs auteurs.

Cette édition accueille également le retour des fameuses "Conversations", offrant au public une occasion unique de dialoguer avec des légendes du cinéma comme Tim Burton, David Cronenberg ou encore Ava DuVernay. Ces échanges informels, mêlant anecdotes intimes et réflexions sur l'industrie cinématographique, renforcent l'identité du Festival en tant que véritable carrefour d'idées et d'inspirations.

A cette occasion, la réalisatrice et scénariste française Justine Triet a dévoilé, devant un public captivé, les particularités de ses œuvres, où se mêlent avec grâce la fiction, le documentaire, et les questionnements éthiques et enjeux sociaux. «Le cinéma constitue un véritable outil qui permet d'explorer les

complexités humaines et les questions sociales, invitant ainsi le spectateur à une réflexion plus large», a-t-elle dit, qualifiant les films de «terrain de jeu et d'exploitation de diverses thématiques importantes».

Evoquant la place de la femme dans ses œuvres, Justine Triet a souligné l'importance d'une représentation authentique des femmes dans le cinéma, notant qu'à travers sa démarche artistique, elle cherche à explorer les dynamiques complexes et singulières des relations familiales dans leur globalité.

Selon la cinéaste française, l'objectif n'est pas seulement de mettre les femmes au premier plan, mais plutôt de refléter la diversité des expériences féminines, loin des modèles simplistes ou idéalisés.

Par ailleurs, la question de la moralité dans les films de Justine Triet a également été abordée lors de cette rencontre. La réalisatrice a confié, dans ce sens, que ses œuvres invitent le public à une profonde réflexion sur la complexité des comportements humains.

Concernant son parcours singulier, marqué par une transition de la réalisation de documentaires à celle des fictions, elle a souligné que cette évolution a nécessité beaucoup de travail et de courage. Le documentaire, selon elle, a été une véritable école de l'écoute et de la patience, tandis que la fiction lui a permis de libérer pleinement sa créativité et son sens de la mise en scène, conférant ainsi à ses films une tonalité unique, brouillant les frontières entre la vérité et la fiction.

Le Festival a, par ailleurs, rendu hommage à une grande figure du cinéma : l'acteur et réalisateur américain Sean Penn, qui a tenu, dans une allocution prononcée à cette occasion, à exprimer ses vifs remerciements à SM le Roi Mohammed VI.

Il a également exprimé sa gratitude à SAR le Prince Moulay Rachid, Président de la Fondation du Festival International du Film de Marrakech. Il a aussi fait de même pour Mme Mélita Toscan Du Plantier, directrice et conseillère du Président de la Fondation du Festival, se disant très chanceux de pouvoir assister à cet événement international d'envergure qui rassemble des personnalités inspirantes de par le monde.

Sean Penn a, en outre, remercié le peuple marocain et fait part de sa joie de découvrir le Maroc et le public de Marrakech, soulignant que ce Festival, qui promeut la diversité, constitue pour lui l'occasion d'exprimer son opinion, comme il l'avait toujours fait, à

travers le cinéma qui permet à tous de s'exprimer.

Lors de cette soirée, rehaussée par la présence de grandes figures du septième art et d'éminentes personnalités du monde, de la culture et des médias, Sean Penn a reçu l'Etoile d'Or des mains de l'actrice italienne Valeria Golino.

Dans une communication à cette occasion, Valeria Golino a indiqué que Sean Penn est «un artiste hors-pair, un être humain unique, que ce soit en tant qu'acteur ou réalisateur, un homme engagé et militant, avec un charisme extraordinaire et un tempérament volcanique».

«Il était évident dans ses premiers films que Sean Penn n'était pas un acteur comme les autres, qui choisit volontairement des rôles ancrés dans une réalité politique ou sociale difficile», a-t-elle ajouté. Les personnages de Sean Penn sont souvent «bruts, désespérés et parfois violents, mais toujours profondément humains», a estimé Valeria Golino, notant que dans chaque rôle, «il incarne la révolte, l'incertitude et la désobéissance».

Le cinéma marocain n'est pas en reste avec une sélection de 12 films projetés dans différentes catégories, mettant en lumière le talent des réalisateurs nationaux. Le panorama du cinéma marocain dévoile cinq œuvres, dont trois en première mondiale ou internationale, consolidant ainsi la place du Royaume dans la sphère cinématographique mondiale.

Au-delà de son caractère festif, le Festival met en exergue le rôle du cinéma en tant que plateforme universelle pour le dialogue et la transformation sociale. Lors d'une conférence de presse du jury, Luca Guadagnino a souligné la capacité du cinéma à transcender les frontières culturelles et à aborder des enjeux sociaux complexes.

Marrakech, avec son architecture fascinante et son énergie vibrante, s'érige ainsi comme un symbole de cette dynamique. En accueillant des œuvres venues des contrées les plus éloignées, elle incarne un espace où la diversité culturelle se transforme en richesse artistique.

La 21^{ème} édition du Festival international du film de Marrakech ne se contente pas de célébrer le cinéma : elle transcende l'art pour inviter à une réflexion sur le monde. Ce rendez-vous annuel s'impose comme un événement incontournable, alliant glamour, créativité et humanité.

Marrakech
Mehdi Ouassat





SAR le Prince Moulay Rachid préside un dîner offert par SM le Roi à l'occasion de l'ouverture du FIFM

Compétition officielle

Projection de "One of Those Days When Hemme Dies", un récit poignant de lutte et de renouveau

Le film "One of Those Days When Hemme Dies" du réalisateur turc Murat Firatoglu a été projeté, samedi dans le cadre de la compétition officielle.

Ce film de 82 minutes raconte l'histoire de Eyüp qui s'épuise à la tâche, sous un soleil écrasant du sud-est de la Turquie, récoltant des tomates dans des conditions implacables. Chaque goutte de sueur témoigne de l'urgence de sa situation : une dette écrasante qui ne lui laisse aucun répit. Enchaîné par ce fardeau financier, il endure en silence la dureté du travail, l'ombre pesante de sa condition ne quittant jamais son esprit.

Un jour, un conflit éclate avec son employeur, brisant la routine déjà éprouvante de ses journées. Confronté à une impasse, Eyüp quitte les champs et parcourt la ville, hanté par l'idée d'une solution radicale. Ses pas l'entraînent dans une quête acharnée pour trouver une issue à sa situation, où l'espoir et le désespoir s'entrelacent.

Dans une déclaration à la presse, Murat Firatoglu a exprimé sa fascination pour le Maroc, indiquant avoir visité Tanger, Fès et Merzouga qui lui ont rappelé les paysages, les sons et les atmosphères de son enfance. Il a décrit ces lieux comme étant riches en histoire et en culture et inspirants par leur authenticité, ainsi que leur chaleur humaine.

Le cinéaste turc a également saisi cette occasion pour lancer un appel à la tolérance affirmant que "nous sommes tous frères et sœurs, et nous devons faire en sorte de nous comprendre mutuellement".

Né en 1983 à Siverek, en Turquie, Murat Firatoglu a fait des études de droit à l'université de Dicle. Il a tourné les courts métrages Straw Dust (2007), The Edge of All Possibilities (2008), Albatros Dreams (2008) et The Photo of Kholoud Ahmed (2016), qui a été présélectionné pour la Sabanci Foundation Short Film Platform. One of Those Days When Hemme Dies est son premier long métrage.

Son Altesse Royale le Prince Smoulay Rachid, Président de la Fondation du Festival international du film de Marrakech, accompagné de SAR la Princesse Lalla Oum Keltoum, a présidé, samedi au Palais El Badi, un dîner offert par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, à l'occasion de l'ouverture officielle de la 21e édition du Festival International du film de Marrakech.

À leur arrivée, SAR le Prince Moulay Rachid et SAR la Princesse Lalla Oum Keltoum ont passé en revue une section des Forces Auxiliaires qui rendait les honneurs, avant d'être salués par la ministre de l'Économie et des Finances, Mme Nadia Fettah, la ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville et présidente de la Commune de Marrakech, Mme Fatima-Ezzahra El Mansouri, la ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, Mme Fatim-Zahra

Ammor et le ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, Mohamed Mehdi Bensaïd.

SAR le Prince Moulay Rachid et SAR la Princesse Lalla Oum Keltoum ont été également salués par le wali de la région de Marrakech-Safi, gouverneur de la préfecture de Marrakech, Farid Chourak, le président de la région de Marrakech-Safi, Samir Goudar, la présidente du Conseil préfectoral de Marrakech, Mme Jamila Afif, et le président du Conseil de la commune Mechouar-Kasbah, Abderrahmane Ouafa. SAR le Prince Moulay Rachid et SAR la Princesse Lalla Oum Keltoum ont été aussi salués par le vice-président délégué de la Fondation du Festival international du film de Marrakech, Faïçal Laraïchi, la conseillère du président de la Fondation, Mme Mélita Toscan Du Plantier, le directeur artistique du Festival, Rémi Bonhomme, le Conseiller financier du président au sein de la Fonda-

tion du Festival International du Film de Marrakech, Azeddine Benmoussa, le trésorier général, Saad Imani, la secrétaire générale du Festival, Mme Fadwa Mezgari, le directeur financier du Festival, Naoufal Bensouda, et le coordinateur général du Festival, Ali Hajji. Par la suite, SAR le Prince Moulay Rachid et SAR la Princesse Lalla Oum Keltoum se sont rendus au Salon d'honneur où il a été procédé à la présentation à Leurs Altesses Royales du jury de la 21e édition du Festival international du film de Marrakech, des stars étrangères invitées du Festival et des partenaires étrangers et nationaux.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la 21e édition du Festival international du film de Marrakech a été ouverte, vendredi soir au Palais des Congrès de la Cité ocre, en présence d'éminentes figures et personnalités du monde du cinéma, de l'art, de la culture et des médias, du Maroc et de l'étranger.

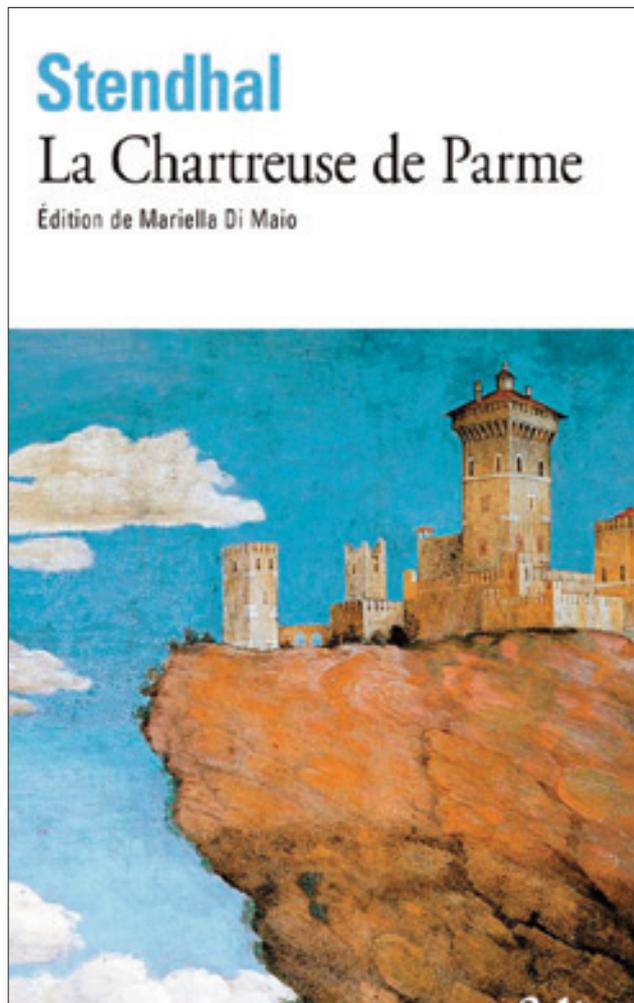
Cinquième Chapitre

Ces contes, et vingt autres du même genre et d'une non moindre authenticité, intéressaient vivement madame Pietranera; le lendemain elle demandait des détails au comte Mosca, qu'elle plaisantait vivement. Elle le trouvait amusant et lui soutenait qu'au fond il était un monstre sans s'en douter. Un jour, en rentrant à son auberge, le comte se dit : Non-seulement cette comtesse Pietranera est une femme charmante mais quand je passe la soirée dans sa loge, je parviens à oublier certaines choses de Parme dont le souvenir me perce le cœur. « Ce ministre, malgré son air léger et ses façons brillantes, n'avait pas une âme à la française ; il ne savait pas oublier les chagrins. Quand son chevet avait une épine, il était obligé de la briser et de l'user à force d'y piquer ses membres palpitants ». Je demande pardon pour cette phrase, traduite de l'italien. Le lendemain de cette découverte, le comte trouva que, malgré les affaires qui l'appelaient à Milan, la journée était d'une longueur énorme ; il ne pouvait tenir en place ; il fatigua les chevaux de sa voiture. Vers les six heures, il monta à cheval pour aller au Corso ; il avait quelque espoir d'y rencontrer madame Pietranera ; ne l'y ayant pas vue, il se rappela qu'à huit heures le théâtre de la Scala ouvrait ; il y entra et ne vit pas dix personnes dans cette salle immense. Il eut quelque pudeur de se trouver là. Est-il possible, se dit-il, qu'à quarante-cinq ans sonnés je fasse des folies dont rougirait un sous-lieutenant ! Par bonheur personne ne les soupçonne. Il s'enfuit et essaya d'user le temps en se promenant dans ces rues si jolies qui entourent le théâtre de la Scala. Elles sont occupées par des cafés qui, à cette heure, regorgent de monde ; devant chacun de ces cafés, des foules de curieux établis sur des chaises, au milieu de la rue, prennent des glaces et critiquent les passants. Le comte était un passant remarquable ; aussi eut-il le plaisir d'être reconnu et accosté. Trois ou quatre importuns de ceux qu'on ne peut brusquer, saisirent cette occasion d'avoir audience d'un ministre si puissant. Deux d'entre eux lui remirent des pétitions ; le troisième se contenta de lui adresser des conseils fort longs sur sa conduite politique.

On ne dort point, dit-il, quand on a tant d'esprit ; on ne se promène point quand on est aussi puissant. Il rentra au théâtre et eut l'idée de louer une loge au troisième rang ; de là son regard pourrait plonger, sans être remarqué de personne, sur la loge des secondes où il espérait voir arriver la comtesse.

Deux grandes heures d'attente ne parurent point trop longues à cet amoureux ; sûr de n'être point vu, il se livrait avec bonheur à toute sa folie. La vieillesse, se disait-il, n'est-ce pas, avant tout, n'être plus capable de ces enfantillages délicieux ?

Enfin la comtesse parut. Armé de sa



lorgnette, il l'examinait avec transport : Jeune, brillante, légère comme un oiseau, se disait-il, elle n'a pas vingt-cinq ans. Sa beauté est son moindre charme ; où trouver ailleurs cette âme toujours sincère, qui jamais n'agit avec prudence, qui se livre tout entière à l'impression du moment, qui ne demande qu'à être entraînée par quelque objet nouveau ? Je conçois les folies du comte Nani.

Le comte se donnait d'excellentes raisons pour être fou, tant qu'il ne songeait qu'à conquérir le bonheur qu'il voyait sous ses yeux. Il n'en trouvait plus d'aussi bonnes quand il venait à considérer son âge et les soucis quelquefois fort tristes qui remplissaient sa vie. Un homme habile à qui la peur ôte l'esprit me donne une grande existence et beaucoup d'argent pour être son ministre ; mais que demain il me renvoie, je reste vieux et pauvre, c'est-à-dire tout ce qu'il y a au monde de plus méprisé ; voilà un aimable personnage à offrir à la comtesse ! Ces pensées étaient trop noires, il revint à madame Pietranera ; il ne pouvait se lasser de la regarder, et pour mieux penser à elle il ne descendait pas dans sa loge. Elle n'avait pris Nani, vient-on de me dire, que pour faire pièce à cet imbécile de Limercati qui ne voulut pas entendre à donner un coup d'épée ou à faire donner un coup de poignard à l'as-

sassin du mari. Je me battrais vingt fois pour elle, s'écria le comte avec transport !

A chaque instant il consultait l'horloge du théâtre qui par des chiffres éclatants de lumière et se détachant sur un fond noir avertit les spectateurs, toutes les cinq minutes, de l'heure où il leur est permis d'arriver dans une loge amie. Le comte se disait : Je ne saurais passer qu'une demi-heure tout au plus dans sa loge, moi, connaissance de si fraîche date ; si j'y reste davantage, je m'affiche, et grâce à mon âge et plus encore à ces maudits cheveux poudrés, j'aurai l'air attrayant d'un Cassandre. Mais une réflexion le décida tout à coup : Si elle allait quitter cette loge pour faire une visite, je serais bien récompensé de l'avance avec laquelle je m'économise ce plaisir. Il se levait pour descendre dans la loge où il voyait la comtesse ; tout à coup il ne se sentit presque plus d'envie de s'y présenter. Ah ! voici qui est charmant, s'écria-t-il en riant de soi-même, et s'arrêtant sur l'escalier ; c'est un mouvement de timidité véritable ! voilà bien vingt-cinq ans que pareille aventure ne m'est arrivée.

Il entra dans la loge en faisant presque effort sur lui-même ; et, profitant en homme d'esprit de l'accident qui lui arrivait, il ne chercha point du tout

à montrer de l'aisance ou à faire de l'esprit en se jetant dans quelque récit plaisant ; il eut le courage d'être timide, il employa son esprit à laisser entrevoir son trouble sans être ridicule. Si elle prend la chose de travers, se disait-il, je me perds à jamais. Quoi ! timide avec des cheveux couverts de poudre, et qui sans le secours de la poudre paraîtraient gris ! Mais enfin la chose est vraie, donc elle ne peut être ridicule que si je l'exagère ou si j'en fais trophée. La comtesse s'était si souvent ennuyée au château de Grianta, vis-à-vis des figures poudrées de son frère, de son neveu et de quelques ennuyeux bien pensants du voisinage, qu'elle ne songea pas à s'occuper de la coiffure de son nouvel adorateur.

L'esprit de la comtesse ayant un bouclier contre l'éclat de rire de l'entrée, elle ne fut attentive qu'aux nouvelles de France que Mosca avait toujours à lui donner en particulier, en arrivant dans la loge ; sans doute il inventait. En les discutant avec lui, elle remarqua ce soir-là son regard, qui était beau et bienveillant.

- Je m'imagine, lui dit-elle, qu'à Parme, au milieu de vos esclaves, vous n'allez pas avoir ce regard aimable, cela gênerait tout et leur donnerait quelque espoir de n'être pas pendus.

L'absence totale d'importance chez un homme qui passait pour le premier diplomate de l'Italie parut singulière à la comtesse ; elle trouva même qu'il avait de la grâce. Enfin, comme il parlait bien et avec feu, elle ne fut point choquée qu'il eût jugé à propos de prendre pour une soirée, et sans conséquence, le rôle d'attentif.

Ce fut un grand pas de fait, et bien dangereux ; par bonheur pour le ministre, qui, à Parme, ne trouvait pas de cruelles, c'était seulement depuis peu de jours que la comtesse arrivait de Grianta ; son esprit était encore tout raidi par l'ennui de la vie champêtre. Elle avait comme oublié la plaisanterie ; et toutes ces choses qui appartiennent à une façon de vivre élégante et légère avaient pris à ses yeux comme une teinte de nouveauté qui les rendait sacrées ; elle n'était disposée à se moquer de rien, pas même d'un amoureux de quarante-cinq ans et timide. Huit jours plus tard, la témérité du comte eût pu recevoir un tout autre accueil.

A la Scala, il est d'usage de ne faire durer qu'une vingtaine de minutes ces petites visites que l'on fait dans les loges ; le comte passa toute la soirée dans celle où il avait le bonheur de rencontrer madame Pietranera : c'est une femme, se disait-il, qui me rend toutes les folies de la jeunesse ! Mais il sentait bien le danger. Ma qualité de pacha tout-puissant à quarante lieues d'ici me fera-t-elle pardonner cette sottise ? je m'ennuie tant à Parme ! Toutefois, de quart d'heure en quart d'heure il se promettait de partir.

(A suivre)

Portrait



Ngozi Okonjo-Iweala *Motivatrice en cheffe de l'OMC*

Ngozi Okonjo-Iweala, reconduite vendredi à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a tenté de redonner du tonus à une institution sclérosée en jouant de son habileté, de sa personnalité et de son énergie qui semble inépuisable.

Ngozi Okonjo-Iweala, âgée de 70 ans, est une pion-

nière : elle a été la première femme ministre des Finances au Nigéria et elle est la première femme et la première Africaine à diriger l'OMC. Elle a longtemps travaillé au sein de la Banque mondiale.

Avec son style pragmatique et son dédain pour les fioritures, elle est vue comme quelqu'un qui est capable de faire avancer les choses.

Dans un contexte mondial fort peu propice au multilatéralisme et aux concessions, elle a réussi à faire adopter par les membres de l'OMC un accord longtemps bloqué sur la réduction de certaines subventions à la pêche.

Mais son nouveau mandat à la tête de l'OMC et ses 166 membres se fera dans l'ombre de la présidence américaine de Donald Trump - qui a paralysé l'organisation lors de son premier passage à la Maison Blanche, s'est opposé à ce que Mme Okonjo-Iweala dirige l'institution une première fois et a déjà fait savoir que les règles du commerce international importaient peu face à son mantra "l'Amérique d'abord".

En mars 2021, Mme Okonjo-Iweala a pris les rênes d'une organisation paralysée par de multiples crises dans

un monde plongé dans le marasme économique provoqué par la pandémie de Covid-19.

S'imposant face à sept autres candidats, elle avait succédé à Roberto Azevedo, qui avait démissionné prématurément en août 2020.

Si elle sillonne le monde de conférences en réunions de grands argentiers et de chefs de la diplomatie pour tenter de faire avancer les choses, Mme Okonjo-Iweala ne parle que très peu à la presse.

Lors de sa première conférence ministérielle de l'OMC en 2022 au siège de l'organisation à Genève, elle a réussi à obtenir des résultats et fait preuve de l'endurance indispensable aux tractations souvent interminables du commerce international.

La MC12 de Genève a donné l'espoir d'une résurrection de l'institution mais la ministérielle d'Abou Dhabi début 2024 a fait retomber le soufflé, faute de progrès significatif.

"Ngozi apporte une énorme autorité personnelle, une crédibilité et des capacités à ce qui est un rôle difficile et exigeant", a déclaré à l'AFP le ministre britannique du Commerce, Douglas Alexander, le mois dernier.

Il a salué son "leadership constant, son profond engagement envers les intérêts du Sud global et sa compréhension, en tant qu'ancienne ministre des Finances, de l'impératif du commerce pour toutes nos économies".

Seule candidate en lice, elle dirigera l'OMC pour quatre ans de plus à partir de septembre 2025.

Née en 1954 à Ogwashi Ukwu, dans l'État du Delta, à l'ouest du Nigeria, Ngozi Okonjo-Iweala est la fille d'un chef traditionnel.

Elle et son mari, le neurochirurgien Ikemba Iweala, ont quatre enfants et cinq petits-enfants.

Elle s'entoure souvent de ses proches et elle ne manque jamais de remercier chaleureusement son mari pour son soutien.

Economiste du développement de formation, elle a passé une grande partie de sa vie aux États-Unis.

Diplômée de Harvard - où elle a ensuite envoyé ses quatre enfants - elle a obtenu son doctorat au MIT et fait carrière pendant 25 ans à la Banque mondiale, jusqu'au poste de numéro deux.

Elle a été une première fois ministre des Finances du Ni-

Seule candidate en lice, Okonjo-Iweala dirigera l'OMC pour quatre ans de plus à partir de septembre 2025

Mme Okonjo-Iweala s'est présentée comme une championne de la lutte contre la corruption, omniprésente au Nigeria, et a révélé que sa propre mère avait même été kidnappée à cause de ses tentatives de lutte contre ce fléau

geria, de 2003 à 2006, avant de détenir brièvement le portefeuille des Affaires étrangères. Elle a été la première femme à occuper ces deux postes au Nigeria.

Elle est revenue au ministère des Finances de 2011 à 2015.

Mme Okonjo-Iweala s'est présentée comme une championne de la lutte contre la corruption, omniprésente au Nigeria, et a révélé que sa propre mère avait même été kidnappée à cause de ses tentatives de lutte contre ce fléau.

Ses détracteurs ont insisté sur le fait qu'elle aurait dû en faire davantage dans ce domaine.

La communication autour de la protection des données personnelles : Le cas du Maroc

Réflexions à propos d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université Hassan II de Casablanca (2/2)

La crise capitaliste peut produire le fascisme, c'est pourquoi nous ne pouvons pas exclure que les nouveaux nationalismes se transforment en nouveaux fascismes et en une nouvelle guerre mondiale. Les médias sociaux sont un domaine de lutte symbolique, communicative et idéologique. Rappelons que c'est l'un des aspects de la guerre commerciale entre les Américains et les Chinois. À l'ère de l'information, le domaine de la communication en ligne constitue un domaine important de la lutte des classes. Le conflit social est présent comme un conflit entre nations, et sert à détourner l'attention des conflits de classes. Le nationalisme fonctionne comme un fétichisme politique, comme un « voile brumeux » qui cache « un contenu historique défini ».

Les communications démocratiques fonctionnent et sont façonnées par « une association d'hommes libres, travaillant avec des moyens de production communs et disposant de leurs différentes forces de travail en pleine conscience d'eux-mêmes comme une seule force de travail sociale. Pour comprendre les enjeux politiques des données personnelles qui sont des données cognitives, pour prendre position et pour barrer le chemin aux démagogues et à l'empêcher d'utiliser l'antichrist et l'apathie, il faut prendre conscience de la relation dialectique qui existe entre l'objet de notre discipline académique (les sciences de la communication) et les problèmes politiques et il faut, en tant qu'enseignants et étudiants, en parler et faire du bruit. Sinon, la politique risque de se « déhumaniser » davantage et toute perspective de démocratisation ne serait qu'un mirage.

3- Éclairage sur le concept de modernité

Le statut du concept de modernité lui-même pose des problèmes que l'on occupe trop souvent. Il ne s'agit pas seulement de terminologie ; la marge de réflexion sur ce qu'est la « modernité » reste considérable. On la considère comme catégorie de périodisation historique, comme expérience sociale et comme projet. Ou encore comme forme distincte mais paradoxale de temporalité. D'où la controverse modernité/postmodernité, post-modernité/post-postmodernité, etc. et les problèmes que cela soulève.

Le principal problème dérive de son homogénéisation par l'ambivalence de l'abstraction d'une « forme de conscience historique » que l'on associe hâtivement à des réalités sociales et historiques variables, et que l'on imagine être des processus de changement politiquement et culturellement homogènes. J'entends par là un processus touchant la planète toute entière. Mais, l'espace planétaire n'est pas homogène et se refuse à une telle homogénéisation.

Le concept de « modernité » reste à la fois une catégorie mystificatrice pour l'identification et l'analyse de processus historiques pour lesquels il existe d'autres outils conceptuels, et une désignation « légitime » de phénomènes historiques dont la compréhension théorique ne fait pas l'unanimité. Dans la mesure où il s'agit d'une forme de conscience culturelle, une expérience vécue du temps historique.

Durant l'histoire de toutes les « révolutions scientifiques », la connaissance est traduite par le pouvoir, par la volonté de contrôler, de dominer. Que l'on se rappelle l'aphorisme de Bacon : « scientia potestas est » (le savoir est le pouvoir), que l'on retrouve sous une autre forme chez l'urbaniste américain Lewis Mumford : La quête du pouvoir à lieu par le biais d'abstractions capitalistes, celles de l'industriel, du commerçant, de l'inventeur, du

conquérant, etc.

Sommes-nous face à une « réinvention » du capitalisme ? La technologie numérique a fourni une méthode alternative plus efficace de coordination sociale. La manipulation des consommateurs et a fait des profits faciles pour des commerçants mais. La réinvention du capitalisme passe donc par « un redémarrage du marché », alimenté par les données. Les acteurs du marché s'appuient de plus en plus sur les données, et pour coordonner leurs activités, ils doivent découvrir de « nouvelles richesses » auparavant invisibles et accroître l'efficacité globale du marché. Sur cette base, certains ont construit une utopie consumériste dont les principaux éléments sont les suivants : les marchés numériques permettent mieux aux deux partenaires d'une transaction de spécifier de nombreux critères, grâce à des algorithmes d'appariement capables d'analyser de grandes quantités de données détaillées. Les systèmes en place déduisent des préférences par l'observation et la corrélation, en analysant l'intégralité des profils en temps réel et en appliquant l'intelligence artificielle pour recommander des marchandises, des produits et des services sur mesure.

Et la place du « politique » dans tout cela ? Les facteurs économiques et financiers sont-ils les seuls déterminants en dernier ressort ? Non, puisque le principal apogée des ouvrages, traitant de près ou de loin du sujet, est d'avoir identifié les « données comportementales comme enjeu et comme terrain de batailles politiques ». La nouvelle « infrastructure de rétroaction » sert deux grands objectifs : aider à résoudre les problèmes rencontrés par les marchés existants, en apportant plus d'efficacité et évaluer les solutions « non conformes au marché » aux problèmes sociaux émergents. Les « coups de pouce » numériques et les autres systèmes d'intervention comportementale inclinent les utilisateurs à obéir à une certaine rationalité et à « faire ce qu'il faut ».

Face à la surpauvreté des technologies numériques et à la néo-libéralisation outrancière de la vie quotidienne, les lois semblent sans effets politiques. Les modalités d'une possible résistance ne sont pas visibles. Est-il possible de défier le néolibéralisme ? Avec quelle(s) solution(s) de rechange ? Avec quelle(s) « infrastructure(s) » ? Pour quelles formes de coordination sociale non marchandes ? Alors que le risque de tomber dans un système de crédit social à la chinoise est déjà (plus ou moins) controversé ? Identifier et satisfaire de nouveaux besoins par de nouvelles formes de solidarité fondées sur des « mécanismes non marchands » ? « Concevoir des non-marchés » dans des domaines étrangers à la production et à la consommation ? La réalité est désormais « métropolitaine ».

L'agenda de l'établissement néolibéral est-il assez clair ? Pour répondre à cette question, il faudrait considérer la relation entre capitalisme économique et capitalisme politique : en d'autres termes, la dimension politique/métropolitaine du capitalisme. L'Occident considère avec une conviction aveugle sa supériorité ; il affectionne les mythes qu'il produit et dame fièrement ses valeurs, notamment à travers ses libertés civiles, mais avec des garanties juridiques et constitutionnelles de moins en moins fortes. Les mythes s'émoussent jusqu'à former des couches, parallèlement à l'ignorance et à l'incompréhension du public devant le véritable fonctionnement de l'économie et de la finance. Il devient malaisé d'évaluer la coloration idéologique et les conséquences macro-économiques des temps présents.

Dans la plupart des commentaires politiques, la tendance est à la négligence de « l'histoire économique structurant les changements dans le système politique ». On se contente d'appréhender les développements conjoncturels et on néglige de les relier aux transformations structurelles, notamment l'émergence de ce « nouveau régime d'accumulation capitaliste ». Or, des recherches sérieuses sur le « substrat matériel » de ce processus sont absolument indispensables. Nos historiographes devraient se transformer en historiens (dans le sens d'Arnold Toynbee) !

6- Les concepts de colonialité et de décolonialité

Les concepts jumeaux de colonialité et de décolonialité doivent être distingués de ceux de colonisation et de décolonisation. La colonialité et la décolonialité sont mieux comprises comme des conditions permanentes, souvent liées à l'école de pensée latino-américaine. La colonialité est une autre façon de faire référence à la « matrice coloniale du pouvoir » ou à la colonialité du pouvoir. C'est l'ensemble des attitudes, des valeurs, des modes de connaissance et des structures de pouvoir considérés comme « normatifs » par la société colonisatrice occidentale et servant à rationaliser et à perpétuer la domination occidentale. Celle-ci fonctionne en créant des systèmes de hiérarchies « racialisées », notamment des systèmes de connaissances et de culture centrés sur l'Occident. En ignorant tous les niveaux de la société et de la subjectivité dans le système mondial moderne, y compris le genre, la sexualité et l'identité.

La décolonialité cherche à comprendre la persistance de la colonialité, non seulement dans l'héritage de l'impérialisme mais dans l'organisation même du monde. Elle résiste à l'instrumentalisation de la raison produite par la colonialité. La décolonialité aspire à la libération par la décentration de la matrice coloniale du pouvoir. Elle n'est pas à confondre avec l'anticolonialisme. Car, elle va plus loin qu'une simple réaction à la colonialité. Au lieu de cela, la décolonialité et la pensée décoloniale cherchent à mettre en évidence le « pluriers » (conçu comme une « pluralité de mondes hétérogènes », une « multitude de fragments, de connexions et de frontières mobiles », « une sorte d'empirisme généralisé » qui demande une autre façon de penser), des systèmes de connaissances et de pensée (ou l'existence simultanée de multiples cadres de connaissances) et à penser au-delà du cadre colonial. La technique, avec son attrait de carbone, de silicium, etc. nous entraîne dans de nouveaux mondes, vers de nouveaux espaces pour lesquels nous n'avons pas de concepts.

Ainsi, le triomphe de la modernité centrée sur l'Occident a nié la légitimité des « autres » savoirs et modes de connaissance (en dehors de la vision occidentale, de l'imagination et de la connaissance du monde). L'essence de la domination coloniale dans la production des connaissances a toujours été le désir de contrôler les esprits et les modes de connaissance des « subalternes coloniaux » afin de soutenir et de prolonger le projet même de colonisation. La colonialité a toujours été réticente au changement complet, mais réceptive au réaménagement. Ainsi, la colonialité a toujours produit de la « possibilité de l'histoire » qui se fait passer pour une « histoire réelle » afin d'inclure en erreur les mouvements anti-systémiques qui s'attaquent à sa destruction. La colonialité peut être considérée comme une structure de pouvoir qui refuse au sujet le pouvoir d'agir ou la souveraineté dans la détermination de son ave-

nuir, en particulier un avenir qui va au-delà du fait d'être un objet d'exploitation coloniale. C'est le maintien des « subalternes », classes et États, dans un « degré intermédiaire » de la chaîne de commandement.

La colonialité peut être vue comme une « structure de pouvoir mondiale verticale », dans laquelle certaines entités (États, acteurs, agents) bénéficient des privilèges et des avantages de la modernité et d'autres subissent les conséquences négatives du « côté le plus sombre » de ce même monde moderne. Les conséquences négatives de cette modernité sont une série d'activités et de processus parasitaires mondialisés, tels que l'esclavage, le colonialisme, l'apartheid, le néocolonialisme, la dépendance, la « périphérialité », entre autres. Ce qui révèle non seulement que la colonialité a une histoire plus longue que le colonialisme, mais aussi qu'elle survit à ce dernier.

Dans le domaine particulier de la production de connaissances, la colonialité se manifeste en termes de colonisation de l'imagination, de l'esprit, du savoir et du pouvoir. Mais, ce sont là des formes presque invisibles et leur invisibilité permet aux sujets colonisés de participer à des activités qui soutiennent la structure même de la colonialité au sein de laquelle ils existent en tant que victimes. Le tournant décolonial consiste dans l'adoption d'une position de « questionneur ». Ce qui implique non seulement un scepticisme quant à la supériorité a priori de l'Occident, mais aussi un doute radical quant au manque de pleine humanité des colonisés.

Il ressort de plusieurs recherches des conclusions générales, dont on peut synthétiser quelques-unes de la manière suivante. La numérisation des services publics est un processus dépendant non des technologies disponibles, mais de préférences institutionnelles qui peuvent dénoter des choix pour certains services à numériser à l'exclusion d'autres (tels que la collecte de taxes), ainsi que la numérisation de certains domaines politiques. C'est un processus hétérogène. Dans certains cas, la gouvernance de la transformation numérique présente des préférences claires pour certains domaines politiques et certains types de prestations.

La transformation numérique exige des politiques et des arrangements institutionnels pouvant créer de la cohérence. Car, les choix institutionnels peuvent produire des effets différents sur la politique de transformation numérique. Il faut garder en tête une constante : les géants du capitalisme numérique obéissent aux mêmes tendances colonisatrices que les autres entreprises capitalistes « historiques ». L'inclusion des autres continents, dont l'Afrique, dans cet immense marché, la pénétration croissante du mobile, des services de télécommunications et de l'internet mobile aidant, doit suivre ce même schéma de « colonialité ».

Devant cette réalité, le « mythe du libre accès » devient un leurre dérivé du « philanthro-capitalisme » qui implique les projets des entreprises numériques. Il s'agit toujours du même capitalisme néolibéral engagé politiquement et idéologiquement en faveur du meilleur fonctionnement du marché. Il existe des études récentes sur cette « entreprise impériale » et ses prolongements en Afrique (Nigeria), en Amérique du Sud (Brazill), en Asie (Inde), etc.

L'application contemporaine des ordinateurs numériques à la collecte, au stockage et au traitement de l'information nécessite de considérer une nouvelle théorie de la connaissance. Nous faisons face à une réification de



l'exigence capitaliste d'acquisition d'une croissance continue. Les dualités sont paradoxales : des impulsions contradictoires émergent dans le capitalisme numérique comme élément central de sa procédure expansive : exiger, puis justifier le déploiement général d'une production immatérielle et sémiotique comme méthode principale de génération de richesse.

Depuis que Dan Schiller a proposé pour la première fois le concept de capitalisme numérique en 1999, il y a plus de 20 ans, la recherche sur ce type de capitalisme s'est développée. Avec l'émergence et le monopole de nouveaux types de capital, celui-ci subit une déformation avec le développement des méthodes de production et avec le temps. Le capital numérique comprend non seulement les formes tangibles de capital, telles que l'infrastructure numérique, les données stockées, les technologies numériques avancées et les travailleurs de haute technologie, mais également les formes intangibles de capital, telles que la capacité d'obtenir contrairement des données, d'innover en matière de technologie, de cultiver des talents numériques, et de mettre à jour le contenu numérique.

À l'ère du numérique, tout peut être numérisé. D'une part, les capitalistes du numérique collectent et calculent les trajectoires d'activité réelles et les habitudes de vie des individus à l'aide de divers moniteurs et de technologies Big Data afin de prédire leurs préférences de consommation. D'autre part, les données résiduelles peuvent apporter d'énormes avantages économiques et un pouvoir social. Les capitalistes du numérique surveillent le comportement en ligne des utilisateurs et utilisent les informations auto-générées par eux pour générer des publicités ou des produits financiers ciblés, investissant avec précision sur le marché pour obtenir des profits exorbitants.

C'est une manifestation de l'exploitation des personnes et de l'extractivisme qui ravage la planète et qui tente de plus en plus de coloniser nos vies et nos relations sociales sous forme de données. Comme l'écrivait Polanyi : « Une économie de marché ne peut exister que dans une société de marché ». Dans le capitalisme numérique, les données sont devenues une marchandise transformée par l'extraction, l'abstraction et l'aggrégation.

7- Les dangers de la numérisation au cœur du paradigme de la vie privée

Alors que la majorité des usagers interconnectés prétendent être concernés par la problématique de la vie privée sur Internet et déplorent parfois le manque de protection légale, les discours autour des pratiques montrent que l'attention portée à la défense de la vie privée ne pèse pas lourd dans la balance face au confort et aux « avantages » relationnels que Facebook (entre autres) semble procurer à ses membres. Et on peut

s'étonner du caractère dérisoire de la « récompense » offerte (Jacobs) à une plate-forme et à une plus grande visibilité en ligne), en contrepartie d'une surexposition qui comporte des dangers identitaires importants.

Flattés ou simplement satisfaits d'exister en ligne, les usagers de Facebook se montrent moins prompts à penser concrètement les enjeux et les conséquences de cette visibilité. Alors qu'ils apparaissent du moins, plusieurs libertés entrent en concurrence : la liberté de s'exprimer et d'attendre en retour que les autres en fassent autant tend à l'emporter sur le droit à être informé et protégé des risques que cela induit. Et même lorsqu'ils sont mieux informés et conscients des risques réels, il est bien difficile d'être « confiant » dans la capacité des individus à prendre les décisions conformes à leurs intérêts en matière de vie privée ». Faudrait-il les protéger contre eux-mêmes, sans même qu'ils n'en éprouvent le besoin ?

Il est fréquent de constater chez les usagers de Facebook une sous-évaluation des risques cumulatifs liés à la diffusion d'informations et à l'indexation de soi sur Internet. Des systèmes intelligents permettent de construire une représentation assez précise d'un individu et d'en dresser le « double numérique », ensemble cohérent de données dont la centralisation et l'exploitation comportent des risques importants. Nul besoin de compétences documentaires particulières pour engager une « fouille identitaire » relativement complète sur quelqu'un. La reproductibilité à l'infini autorise la dissémination de ces informations et entraîne une perte de contrôle. Nul ne peut connaître le nombre et l'identité de leurs destinataires.

8- Le concept de gouvernementalité : de l'art à la science de gouvernement

En situant le concept de gouvernementalité dans la perspective de l'économie politique, cela renvoie à « une manière distincte de comprendre comment les économies fonctionnent et comment elles interagissent avec leurs environnements sociaux ». La gouvernementalité concerne donc toute méthode de gouvernement qui développe des pratiques gouvernementales rationalisées dans « l'exercice de la souveraineté ». La gouvernementalité est un concept développé par Michel Foucault dans les années 70 et qui sous-tendait qu'une certaine « mentalité » était devenue le fondement commun de toutes les formes modernes de pensée et d'action politique. Le concept se concentre sur les rationalités, les pratiques et les technologies du gouvernement. La « création de la liberté » est au cœur des stratégies contemporaines de gouvernement. Le concept fait référence au contrôle que l'on peut exercer sur soi-même et sur les autres, sur le corps, sur le comportement des individus, et aux processus d'échange entre eux. Il ressort de ce concept que ce que l'on gouverne n'est jamais un État, un territoire ou une structure politique, mais des individus

et des groupes. La gouvernementalité s'établit donc entre souveraineté, discipline et sécurité, entre mécanismes juridico-disciplinaires et appareils de sécurité.

Le fait est que nous sommes face à un tournant important : alors que la souveraineté est intrinsèque à elle-même et possède ses propres instruments (notamment les lois), la fonction du gouvernement réside dans les « choses » qu'il gère et dans les « processus » qu'il dirige. Les instruments de gouvernement se transforment désormais en des tactiques multiformes. Or, pour ce faire, il faut la connaissance des « choses à gérer » et des « individus à gouverner ». Donc, plus de place pour les abstractions et les spéculations, mais une nécessité de connaissance de la réalité. L'art actuel de gouverner exige de dépasser les « statistiques » pour « surveiller et punir » ! Et on rentre dans des phases successives de rationalisation de l'exercice du pouvoir comme pratique de gouvernement. On a cherché des recettes pour mieux asseoir la souveraineté, dont les théories politiques successives jusqu'à nos jours.

Certain de gouverner a tenté de contourner divers obstacles. Notamment le problème de la population, en déstructurant le cadre « étroit » de la famille. Certes, celle-ci est toujours un instrument privilégié puisque les informations statistiques de la population sont collectées sur la base de la famille. Mais, la perspective s'élargit pour inclure de nouveaux réseaux de relations continues et multiples entre population, territoire et économie (processus de création de richesse). Ce qui va donner naissance à de nouveaux types d'intervention gouvernementale concernant l'économie et la population. Autrement dit, on est passé d'un régime dominé par des « structures de souveraineté » à un régime déterminé par des « techniques de gouvernement » autour du thème de la population, et donc indirectement à la naissance de l'économie politique ! La population devient un objet de connaissance pour le gouvernement. Dans ce passage des structures de souveraineté aux techniques de gouvernement orientées sur la population, fait de gouverner devient la « science du gouvernement ». Or, la gestion d'une population ne concerne pas seulement une « masse de phénomènes », elle implique aussi la gestion de celle-ci dans ses profondeurs et ses détails. On pourrait schématiser cette histoire de la gouvernementalité sous la forme d'un triangle « souveraineté-discipline-gouvernement », qui cible avant tout la population.

9- De la souveraineté, désormais « parmi nous »

Nous sommes tous convaincus que l'offensive néolibérale, lancée à la fin des années 70 pour résoudre une crise mondiale de rentabilité, a entraîné une augmentation des inégalités, une instabilité financière, une déviation écologique, etc. Je renvoie le lecteur

aux travaux du géographe anglais Brett Christophers qui se positionne dans la tradition de Harvey, Lefebvre, Polanyi et Marx, et qui a montré les ramifications concrètes de cette transformation. Ses écrits sont une mise en accusation globale du mode d'accumulation actuel, une démythification de la mythologie du néolibéralisme, et une remise en question des institutions fondamentales de la propriété privée et de la coordination du marché. En somme, tant que le capitalisme n'a pas été démythifié, il ne peut être supprimé. Et le meilleur moyen d'y parvenir est de jeter des ponts entre l'économie politique marxiste et d'autres approches hétérodoxes contemporaines en arguant que la première ne peut survivre que si elle se connecte à une littérature qui a un « attrait scientifique plus large ». Cette tentative d'introduire une critique informée par des concepts marxistes dans les débats dominants a été un succès remarquable.

Pendant de l'observation de la Terre en tant que « véhicule idéal à la fois pour le stockage et la distribution de la valeur » étant donné sa « finesse et son ubiquité » simultanées, il fait une longue démonstration par le secteur de l'immobilier (qui ne nous intéresse pas ici) mais qui lui permet de poser une question sur le consentement des élites à cette politique désastreuse. Comment ces élites ont-elles réagi ? En enveloppant la politique dans l'obscurité. Comment les élites vont-elles réagir face aux menaces contre la vie privée ? Assurément de la même manière !

Je terminerai par une anecdote récente et pertinente. Donald Trump, candidat à la présidence des États-Unis et récemment élu, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat vendredi 13 juin. Le tireur, un certain Thomas Matthew Crooks a été abattu et son téléphone a été récupéré et envoyé dimanche 15 juin au laboratoire du FBI en Virginie. Or, le processus de déverrouillage peut prendre de quelques jours à 30 jours. C'est trop long, a-t-on estimé. Des personnes proches de l'enquête ont déclaré que le FBI a alors contacté l'équipe de Cellebrite. Cellebrite DM Ltd. est une société israélienne de renseignement numérique fondée en 1999, et spécialisée dans l'« inforensique » (application de processus et techniques d'investigation permettant de collecter et d'analyser des éléments ayant valeur de preuves en vue d'une procédure judiciaire). Depuis 2007, elle fournit des outils aux forces de l'ordre fédérales, étatiques et locales ainsi qu'aux entreprises et fournisseurs de services pour collecter, examiner, analyser et gérer des données numériques. Celle-ci a envoyé au FBI un outil inédit et encore en développement, capable de déverrouiller le téléphone de Crooks en 40 minutes. L'objectif principal est donc ici, au-delà de la récupération et l'analyse de données procurant un délit numérique, l'exploitation des données des téléphones portables. Un cas à reconsidérer du point de vue de la « souveraineté » !

Par Pr. Nabyl Eddahar



Malgré la suspension de l'impression,
les journalistes sont toujours sur le terrain et l'accès
est gratuit à la presse citoyenne

La presse nationale aux premiers rangs sur tous les fronts

Sur le web ou en kiosques

Votre soutien, Notre avenir



La presse professionnelle,
antivirus contre l'infox



PALAIS DE ORO "SARL"
CONSTITUTION

I- Aux termes d'un acte sous seing privé, à Nador, en date du 26/11/2024, il a été établi les statuts d'une SARL, dont les caractéristiques sont les suivants :

Dénomination : «PALAIS DE ORO» SARL
Objet : PROMOTION IMMOBILIER.
LOTISSEMENT ET MARCHAND DE TERRAIN.
TRAVAUX DIVERS OU CONSTRUCTION.

Et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières, de représentations se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus énoncé ou susceptible d'en favoriser le développement de la société.

Siège Social: QUARTIER AARIID GROUPE 01 RUE TAOUIMA N° 504 1ER ETAGE NADOR.
Durée : 99 ans.
Capital Social : 100 000,00 Dhs divisé en 1000 Parts sociales de 100 Dhs chacune, réparties comme suit :

- ASBAI SAMIR 500 Parts
 - EL KADIRI RACHID 500 Parts
- TOTAL : 1 000 Parts

Gérance et signature : GERANT: Mr. EL KADIRI RACHID

La société fonctionne avec la signature de Mr. EL KADIRI RACHID. Bénéfice : 5 % pour la réserve, le reste sera réparti entre les associés.

Il - Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de 1ere instance de Nador, sous N°9058, le 29/11/2024.

N° 9289/PA

STE BA DELICES SARL AU
ICE : 003235131000060
RC : 8925

SIÈGE SOCIALE : N°32
BD OUADI DARAA
HAY ENNASSER,
BERKANE.

Aux termes d'un procès-verbal de la décision de l'associé unique en date du 21/11/2024, il a été décidé ce qui suit :
Cession des parts sociales : Mr BELAHBIB Ahmed, cède la totalité de ses parts sociale, soit 1000 (Mille) parts sociales à Mr MAHIOUI Abbas, par un prix de 100 dhs à chacune.

- Nouvelle répartition des parts :
• Mr MAHIOUI Abbas, 1000 parts.

Gérance : la démission de l'ancien Gérant Associé Mr BELAHBIB Ahmed, et la nomination de Mr MAHIOUI Abbas Comme nouveau Gérant/Associé Unique de cette société pour une

durée illimitée.
Dépôt légal : a été effectué au greffe du tribunal de première instance à BERKANE en date du 28/11/2024 sous N° : 684.
N° 9289/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'AZILAL
COMMUNE DE ZAOUIA-AHANSAL
Avis de décision de procéder à l'examen d'aptitude professionnelle pour l'année 2024

Le Président de la commune de Zaouia-Ahansal organisera au siège de la commune l'examen d'aptitude professionnelle pour atteindre cadre grade adjoint technique 1ère grade échelle 8 : le 22/12/2024 à partir de 9h du matin au profit du personnel émergent au budget communal au

grade adjoint technique 2 eme grade échelle06 remplissant les conditions suivantes :

* Avoir au moins 6 ans d'ancienneté dans le grade jusqu'au : 22/12/2024 nombre de poste existant : (01)

Le dossier de candidature se compose de :

- 1- Demande de participation à l'examen.
- 2- Une copie de la décision de nomination dans le grade adjoint technique 2 eme grade échelle06.

Pour les employés qui ont l'ancienneté requise et qui souhaite mettre à la disposition de participer à l'examen d'aptitude professionnelle de déposer leur demande de participation au bureau du personnel de la commune avant le :17/12/2024date limite d'acceptation des demandes .

N° 9289/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE TAOULADANT
CERCLE OULED BERHIL
CADIAT IGI
COMMUNE OULED AISSA
SERVICE PATRIMOINE COMMUNAL

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°03/2024

Le Jeudi 26 Décembre 2024 à 11h, il sera procédé en séance publique dans la salle de réunion de la Commune Territoriale Ouled aïssa à l'ouverture des Plis relative à l'appel d'offres sur offres des prix pour location de l'Abattoir de la commune Ouled aïssa pour les années : 2025-2026 -2027 suivant les données mentionnées au tableau ci-dessous :

Appel d'Offres n°	Objet d'appel d'Offres	Caution Provisoire en Dhs	L'estimation de cout de location en Dhs	Date d'Ouverture des plis.
03/2024	Location de l'Abattoir de la commune Ouled Aïssa	3000.00	2000.00	Jeudi 26/12/2024 à 11heure

- La durée d'affermage est fixée à trois ans à partir du 01/01/2025 jusqu'au 31/12/2027.
- Le titulaire de marché s'engage à se conformer aux dispositions du Cahier de Charges et Contrat d'affermage.
- Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service Patrimoine Communal de la commune territoriale Ouled Aïssa ou peut être également téléchargé à partir du Portail marocain des marchés publics :www.marchéspublics.gov.ma

N° 92.../PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE SETTAT
COMMUNE DE SETTAT

DSC/DAFESBM

PROGRAMME PREVISIONNEL TRIENNAL MODIFICATIF N°04

Maître d'ouvrage : Commune de Settatt
Année Budgétaire : 2024

Le programme prévisionnel des marchés que la commune de Settatt envisage de lancer pour l'année budgétaire 2024 et les deux années suivantes 2025 et 2026 est présenté ci-après:

Au lieu de :

N°	OBJET DES TRAVAUX	LIEUX D'EXECUTION	ESTIMATION PREVISIONNELLE	MODE DE PASSATION	MOIS DE PUBLICATION	MARCHE RESERVE PME+JEI+UC+AE
1	Gros travaux de maintenance de voiries	Commune de Settatt	4 000 000,00	A.O.O.N	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	Réservé
2	Entretien courant des voies	Commune de Settatt	250 000,00	A.O.O.S	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	
3	Entretien courant de cimetièrè	Cimetièrè Essalam	140 000,00	A.O.O.S	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	Réservé
.
8	Travaux de construction d'un château d'eau	Commune de Settatt	400 000,00	A.O.O.S	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	Réservé

Devient :

N°	OBJET DES TRAVAUX	LIEUX D'EXECUTION	ESTIMATION PREVISIONNELLE	MODE DE PASSATION	MOIS DE PUBLICATION	MARCHE RESERVE PME+JEI+UC+AE
1	Gros travaux de maintenance de voiries	Commune de Settatt	4 000 000,00	A.O.O.N	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	Réservé
2	Entretien courant des voies	Commune de Settatt	250 000,00	A.O.O.S	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	
3	Entretien courant de cimetièrè	Cimetièrè Essalam	140 000,00	A.O.O.S	Du 04/03/2024 Au 30/09/2024	Réservé
.
8	Travaux de construction d'un château d'eau	Commune de Settatt	500 000,00	A.O.O.S	Du 27/11/2024 Au 31/12/2024	
.
31	Entretien de certains rues et boulevards (lot 2)	Commune de Settatt	500 000,00	A.O.O.S	Du 27/11/2024 Au 31/12/2024	

LA PRESIDENTE DE LA COMMUNE DE SETTATT

N° 92.../PA

Par About Salma
abousalma10@gmail.com

Mots flechés

Jeux & Loisirs

DÉCHA- RNÉ	UN TYPE CURIEUX	POILS FINS ET DOUX	ARTICLE	NOMBR- ILISTE	UN SOLITAI- RE	COUCHE SUR LE TROTTO- IR	A UN DON POUR SÉDUIRE	AGENT DE LIAISON
ULTRA- VIOLET		ÈRE				LETTRES DE MENGES	PIGE FIN D'ANNÉE	
LETTRES DE GREEN		SYMBOLE DU RADIUM	POMMADE CERCLE DE JEUX					BOIS DUR
REJET HOSTILE	À L'ENVERS VENTILA					PÈZE	EN BERNE MERCURE	
ZEUS L'A CHA- NGÉE EN GÉNISSE		HYMNE PRÉPO- SITION			PERSONNE ABJECTE		EXPRIME LE POUTE	
ÉTUDE DES DENTS								
		ZONE					DE BAS EN HAUT FIEL	EN STOCK TENUE
BAUDET	ÉPOUSE DE JACOB	ET CETERA	LE MÊME EN PLUS COURT			QUARTIER DE BRÈME		MOITIÉ DE MOUCHE
LETTRES DE BACHELIER			VALEUR ARTICLE ESPAGNOL					
						VENU		
QUÉMAN- DEUR VOLÉE						OUVRIR LA BOUCHE		

Solution mots flechés d'hier

POISSONNAGE	A	DEUXIÈME	PROFIL	DE BAS EN HAUT	D	COÛTE	ENCORC	COMMENT	PÈTE DE MOÛLE	E	LOBBE	CARTE	AGE	C	ACCEP- TION
DIVERS	V	A	R	I	E	S	N	O	U	S					
	V	A	R	A	N	I	C	T	E	R	E				
GRAND LÉZARD ROUGE	R	E	M	U	N	E	R	E	E	N					
	L	E	S	E	G	I	T	E	S						
ES	S	I	E	B	E	N	E								
ES	N	A	N	D	L	R									
NEZ	R	E	C	A	M	E	L	E	O	N					
	S	Y	L	L	A	B	E	A	N	S					
UN SEUL SON	E	N	I	D	B										
AGE	N	O	I	R	A	E	A								
ARRÊTÉ	D	R	A	I	N	S	A	N	E						
	U	S	E	E	D	R	E	S	S	E					

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benabba

Secrétaire général de la rédaction
Mohamed Bouarab

Rédaction
Hassan Bentaleb
Alain Bouahy
Mourad Tabet
Walid Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Rachid Mettah

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzaf

Service technique
Khadija Sahi (Responsable)
Myriem Rebane
Khadija Halati
Mariama Farkl
Elkandoussi Elmaridi

Révision
Abdelouassam Warach

Secrétariat
Ammar Tabaa

Photographe
Ahmed Laamki

Correspondants
Ahmedou El Katab (Ladyoune)
Abdelali Khallaf (Essouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahroun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
liberation@libe.ma

Téléphones:
0522 61 94 04

Fax de la rédaction:
0522 62 09 72

Service annonces et publicités
E-mail:
annonces@libe.ma
Youssef El Galbi

Moussa El Youssefi
Loubna Baghdad
Latifa Mounib
Ikka Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des FAR
3^{ème} Etage - Casablanca
Tél: 0522 31 00 62
0522 62 32 32
0522 60 23 44
Fax: 0522 31 28 33

Imprimerie
Les Editions Maghrébines

Distribution
SAPRESS
Dossier de presse
130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération

Libération Maroc

2017
www.ojd.ma

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

- 1- Compagnon
- 2- Elliptiques - Attrapa
- 3- Prodige de yogi
- 4- Impératrice - En les
- 5- Monticule - En dépit
- 6- Sélénium - Combat singulier
- 7- Appel - Club marocain - Génisse
- 8- Emboîtées
- 9- Clarté
- 10- Dévêtue - Vraie

VERTICALEMENT

- 1- Menteur professionnel
- 2- Montré - Sigle du Royaume
- 3- Se fait dans les deux sens
- 4- Coloration - Buisseau
- 5- Fils d'acide et d'alcool - Hautain
- 6- Elevé
- 7- Capable - Profit prohibé
- 8- Diaprée
- 9- De Oro chez nous - Incliné
- 10- Feu sicilien - Ressemblant

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	M	A	G	I	S	T	R	A	L	E
2	E	P	I	N	E		A	V	A	L
3	D	A		T		E	V	I	T	A
4	I	N	T	R	E	P	I	D	E	S
5	C	A	M	U	S		S	E	R	T
6	A	G	E	S		M	E		E	I
7	S	E	S		A	E	R	E		C
8	T		E	C	R	U		S	A	I
9	R	I		E	T	R	E		R	T
10	E	L	I	T		T	U	R	N	E

Grilles de sudoku

Facile

4	1	2		7				
	9		8	4		1		
	5	7		6	1	9		4
						7	8	1
	3							5
6	7	1						
7		5	4	3		6	1	
		9		2	8		4	
				5		8	9	7

Moyen

			3	9	6			
				7	1			
3	8		1	2				5
	5	6				8		
4			7					3
		1				9	2	
8			3	2			5	6
		2	7					
			8	6	9			

Difficile

	5	2		7				3
			5					
7	8			4	5	9		
1					7			
6			1				9	
		5						2
	7	6	4				8	3
					2			
4			8		2	5		

Expert

	6			8				5
2		7						
			9					2
9					1			5
	2	4		9		1	8	
3			7					4
	9				2			
						8		3
3			6					1

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

8	5	1	7	4	9	2	3	6
3	7	6	5	2	1	4	9	8
9	4	2	6	3	8	1	5	7
4	3	7	9	1	5	6	8	2
1	2	8	4	6	3	9	7	5
5	6	9	8	7	2	3	4	1
7	9	4	2	8	6	5	1	3
6	8	3	1	5	4	7	2	9
2	1	5	3	9	7	8	6	4

Moyen

4	7	9	8	3	2	6	5	1
3	1	5	6	9	7	8	4	2
8	6	2	5	4	1	3	7	9
1	3	7	4	5	6	9	2	8
5	9	6	7	2	8	1	3	4
2	8	4	3	1	9	7	6	5
9	5	1	2	6	3	4	8	7
7	4	3	1	8	5	2	9	6
6	2	8	9	7	4	5	1	3

Difficile

1	2	3	5	8	7	9	4	6
4	5	8	9	3	6	2	7	1
7	6	9	4	1	2	3	5	8
3	9	2	6	4	8	7	1	5
5	7	4	1	2	3	6	8	9
8	1	6	7	5	9	4	2	3
6	8	1	3	7	4	5	9	2
2	3	7	8	9	5	1	6	4
9	4	5	2	6	1	8	3	7

Expert

5	2	6	3	4	1	7	8	9
1	4	9	8	5	7	6	3	2
8	3	7	2	9	6	4	5	1
6	8	1	4	7	9	5	2	3
4	5	3	1	2	8	9	6	7
9	7	2	5	6	3	8	1	4
3	1	4	7	8	5	2	9	6
2	9	5	6	3	4	1	7	8
7	6	8	9	1	2	3	4	5

Sport

Rapport d'évaluation de la FIFA

La candidature Maroc-Espagne-Portugal se caractérise par "sa qualité d'ensemble" et dépasse "les exigences minimales d'organisation requises"



La candidature conjointe du Maroc, de l'Espagne et du Portugal pour l'organisation de la Coupe du Monde 2030, unique dossier en lice, se caractérise par "sa qualité d'ensemble" et dépasse "les exigences minimales d'organisation" requises dans l'évaluation technique, indique la Fédération internationale de football (FIFA) dans son rapport d'évaluation des candidatures.

Au-delà des symboles, la candidature conjointe à l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA 2030 se caractérise avant tout par sa qualité d'ensemble, indique le rapport, affirmant que l'administration de la FIFA a déterminé que cette candidature conjointe pouvait être soumise à la considération du Conseil de la FIFA et du Congrès de la FIFA.

Cette solidité se retrouve dans l'évaluation technique, qui porte aussi bien sur les infrastructures (sportives et autres) que sur le potentiel commercial, explique-t-on.

La candidature propose un large choix de sites de grande qualité répartis à travers 17 villes hôtes aux profils variés. Elle associe des installations existantes, emblématiques et reconnues qui accueillent régulièrement les plus grands clubs du monde ainsi que des projets de modernisation (constructions et rénovations). Les différentes propositions présentent toutes de sérieux arguments

en termes d'héritage.

La candidature conjointe du Maroc, de l'Espagne et du Portugal "aspire à rassembler, grâce à la passion que les habitants de ces trois pays nourrissent pour le football, mais aussi à rapprocher et transcender les frontières en renforçant les liens qui unissent deux continents voisins et le monde en général", poursuit le document.

Il ressort du rapport que si l'ampleur des projets de construction dans un délai de six ans nécessite un suivi rigoureux, voire, le cas échéant, des mesures de sou-

tien, il convient de souligner l'existence de facteurs d'atténuation, comme le fait que plusieurs projets sont déjà lancés (notamment au Maroc, où plusieurs stades doivent être livrés pour la Coupe d'Afrique des Nations de la CAF 2025), la qualité et l'exhaustivité des plans proposés et l'engagement autour de ces projets, qui témoigne d'un haut degré de confiance.

D'après les résultats de son évaluation technique, la candidature Maroc/Espagne/Portugal 2030 obtient la note moyenne de 4,2/5. En ce qui concerne la célébration du centenaire, d'après les résultats de son évaluation technique, la candidature Argentine/Paraguay/Uruguay obtient la note moyenne de 3,6/5.

La candidature Maroc-Espagne-Portugal 2030 propose des options variées et intéressantes pour ses stades, qui sont au nombre de 20 : six au Maroc, trois au Portugal et 11 en Espagne. Cela dépasse les exigences minimales (14 stades) définies pour la Coupe du Monde 2030, ce qui offre suffisamment de flexibilité pour choisir des enceintes diversifiées et emblématiques dans les trois pays, souligne le rapport.

Parmi ces 20 stades, l'un sera nouvellement construit et plusieurs feront l'objet d'importants travaux de rénovation, indique le document, ajoutant que quel que soit leur statut, tous présentent des

atouts spécifiques et sont parfaitement en mesure d'accueillir la Coupe du Monde.

Cinq des six stades proposés par le Maroc hébergeront également des rencontres de la CAN-2025. Tous les six doivent être construits ou rénovés, mais "semblent satisfaire à la plupart ou la totalité des exigences", met en exergue le rapport, notant que le Maroc présente notamment le Grand Stade Hassan II de Casablanca, qui est appelé à devenir le plus grand stade de football au monde et dont les travaux sont déjà en cours.

Le rapport note également que les stades de Santiago Bernabéu, à Madrid, Camp Nou, à Barcelone et le Grand Stade Hassan II de Casablanca ont été proposés pour le match d'ouverture et la finale.

La période d'organisation de la célébration du centenaire par le trio Argentine/Paraguay/Uruguay a été proposée pour les 8 et 9 juin 2030. Quant à celles proposées pour la phase finale, elle devrait se tenir du 13 juin au 21 juillet 2030, indique la même source.

Les rapports d'évaluation concernant l'organisation des Coupes du monde de la FIFA 2030 et 2034 seront soumis à la consultation du congrès extraordinaire de la FIFA, qui se tiendra le 11 décembre prochain par visioconférence, afin qu'il désigne les pays hôtes des dites compétitions.



D'après les résultats de son évaluation technique, la candidature Maroc/Espagne/Portugal 2030 obtient la note moyenne de 4,2/5

"The Best-Onze Masculin de la FIFA"

Bouno, Hakimi et Rahimi parmi les nommés



Les internationaux marocains, Yassine Bouno, Achraf Hakimi et Soufiane Rahimi figurent parmi les joueurs nommés dans "The Best-Onze Masculin de la FIFA-2024", a annoncé, vendredi, l'instance faitière du football mondial sur son site officiel.

Yassine Bouno a été sacré champion d'Arabie Saoudite avec Al Hilal Saoudien, Achraf Hakimi a remporté le championnat de France avec le Paris Saint-Germain, alors que Soufiane Rahimi s'est adjugé la Ligue des Champions d'Asie avec Al-Ain, dont il a été sacré meilleur buteur.

Hakimi et Rahimi ont également

décroché la médaille de bronze avec la sélection nationale aux Jeux Olympiques (Paris-2024). Parmi les joueurs africains en lice pour figurer dans le Onze de la FIFA, on retrouve notamment les attaquants gabonais et nigérian Pierre-Emerick Aubameyang et Ademola Lookman et le portier sud-africain Ronwen Williams.

Les prix The Best-Onze de la FIFA masculin et féminin récompensent les meilleur(e)s joueurs et joueuses du monde à leurs postes respectifs. Les joueurs et joueuses ont été nommé(e)s selon leurs performances entre le 21 août 2023 et le 10 août 2024.

Chedira buteur

L'international marocain, Walid Chedira a contribué, samedi, à une importante victoire de son équipe, l'Espanyol de Barcelone contre le Celta Vigo (3-1), dans le cadre de la 15ème journée du championnat espagnol.

Prêté par Naples jusqu'à la fin de la saison, Walid Chedira (26 ans), a marqué le troisième but des Catalans à la 87ème minute sur une passe décisive de Javi Puado.

Grâce à cette victoire, l'Espanyol grimpe à la 18ème place avec 13 points, tandis que le Celta Vigo stagne à la 11ème position avec 18 unités.

Botola Pro D1 : Le Wydad renoue avec la victoire

Le Wydad de Casablanca (WAC) a battu l'Olympic de Safi (OCS) sur le score de 1 but à 0, vendredi soir au stade Larbi Zaouli de Casablanca, pour le compte de la 12ème journée de la Botola Pro D1 de football.

L'unique but de la rencontre a été marqué par Oussama Zamraoui à la 4ème minute.

Plus tôt dans la journée, l'Union Touarga a pris le meilleur à domicile sur l'Itrihad de Tanger par 3 buts à 1. Les locaux ont ouvert la marque à la 29ème minute du point de pénalty grâce à Mohammed Chemlal, avant que Hamza Elowasti n'égalise pour les visiteurs (33è). En seconde période, l'UTS a pris les devants en signant deux buts par l'entremise de Mouad Dahak (52è) et Ilyas Hadad (55è).

Samedi au stade municipal de Berrechid, l'AS FAR s'est imposée face à la Jeunesse sportive Soualem (JSS) par 3 buts à 0.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Joel Beya (6è) et Mehdi El Fahli (77è, 88è).

Le Moghreb Tétouan, lui, s'est incliné (0-2) face au FUS Rabat, match disputé au stade Saniet R'mel de Tétouan.

Amine Souane a inscrit le premier but des visiteurs à la 74ème minute du jeu. Reda Allaoui a doublé la mise à la 90+7ème minute.

Enfin au stade d'honneur de Meknès, le CODM et le SCCM se sont quittés sur un nul, un partout. Le CODM a ouvert le score par Anas El Mahraoui à la 33ème minute du jeu, avant que Ahmed Rhailouf n'égalise pour les visiteurs à neuf minutes de la fin du temps réglementaire de la rencontre.

Le programme de la 12ème journée devait se poursuivre dimanche avec les rencontres HUSA-Raja, DHJ-RSB et MAS-CAZ.



Futsal

La sélection marocaine masculine de futsal disputera deux matches amicaux face à la Lettonie, indique la Fédération royale marocaine de football (FRMF).

Ces deux rencontres, prévues les 13 et 15 décembre prochain à la salle couverte du Complexe Mohammed VI de football à Salé, auront lieu, dans l'ordre, à 19h00 et 17h00, précise la même source.

La sélection marocaine de futsal avait participé au Mondial de la discipline tenu du 14 septembre au 6 octobre derniers en Ouzbékistan.

Les Lions de l'Atlas avaient été éliminés en quart de finale par le Brésil (3-1).

Election

Le président de la Fédération royale marocaine des sports pour personnes en situation de handicap, Hamid El Aouni, a été élu, samedi, 2è vice-président de la Fédération mondiale de football pour amputés, à l'issue d'un Congrès tenu par visioconférence.

Lors de ce Congrès, il a été également procédé à l'élection des membres du bureau exécutif pour le mandat 2025-2028, dont la présidence a été confiée au Polonais Mateusz Widlak.

M. El Aouni avait occupé le poste de vice-président du Comité paralympique africain pour deux mandats (2012-2017) et (2017-2021).

Multiples tests pour les sélections féminines de foot

La sélection marocaine féminine des moins de 20 ans de football a battu son homologue ivoirienne sur le score de 4 buts à 3, samedi en match amical disputé dans la ville ivoirienne de Bingerville.

Les buts de l'équipe nationale ont été marqués par Asala Gharrou (50è), Ghita Haouzi (57è), Dina Haizoun (61è) et Hajjar Belkhir (90è).

Cette rencontre, qui s'est déroulée dans le centre technique national de Bingerville, s'insère dans les préparatifs de la sélection

marocaine féminine U20 pour les prochaines échéances.

Les deux sélections se rencontreront une nouvelle fois, mardi prochain sur la pelouse du même terrain.

De son côté, la sélection marocaine féminine (B) et son homologue kényane (A) se sont neutralisées, deux buts partout, vendredi soir en match amical disputé au Complexe Mohammed VI de football à Salé.

Les buts de l'équipe nationale ont été marqués par Ines Kbidia (20è) et Doha Madani (40è).

Pour sa part, la sélection marocaine féminine de futsal s'est imposée face à son homologue irakienne sur le score de 5 buts à 1, vendredi en match amical disputé à la salle couverte du Complexe Mohammed VI de football à Salé.

Les buts de l'équipe nationale ont été marqués par Yasmine Damraoui et Nadia Laftah, qui ont signé toutes les deux un doublé en plus de Malak Zayed El Kilani.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la sélection marocaine pour les prochaines échéances.

Jeux olympiques scolaires

Les lauréats de l'édition Manama-2024 célébrés à Rabat

Une cérémonie d'excellence scolaire a été organisée, samedi à Rabat, pour célébrer les lauréats des Jeux Olympiques scolaires (Gymnasiade-2024), tenus à Manama au Bahreïn du 22 au 31 octobre dernier.

Organisée par la Direction de la promotion du Sport scolaire en coopération avec la Fédération royale marocaine du sport scolaire, cette cérémonie a mis à l'honneur les champions qui se sont distingués lors des diverses manifestations sportives scolaires, au même titre que les directions régionales et les établissements qui disposent des cursus

"sport/études".

Cette cérémonie, qui a également célébré les élèves qui ont bénéficié de bourses d'excellence scolaire et sportive, vise à motiver ces jeunes et les cadres éducatifs qui brillent dans les activités sportives scolaires.

Dans une allocution de circonstance, le Secrétaire général du ministère de l'Education nationale, du Préscolaire et des Sports, Younes Shimi, a souligné que la célébration des élèves qui ont brillé dans le sport scolaire est le fruit des efforts fournis par divers acteurs œuvrant pour la promotion du sport scolaire qui reste un moyen qui prône des valeurs nobles et pro-

meut le travail d'équipe, la discipline, la tolérance et le respect. Il a ajouté que le ministère accorde une importance particulière au sport scolaire afin d'en élargir la base et d'améliorer les conditions de sa pratique pour briller lors des différentes compétitions, conformément aux Hautes directives Royales.

Lors des Jeux Olympiques scolaires 2024, le Maroc avait remporté 45 médailles (16 en or, 12 en argent et 17 en bronze), occupant, ainsi, la première place parmi les pays africains et arabes ayant pris part à cet événement organisé sous l'égide de la Fédération internationale du sport scolaire.

Dans l'Arctique en plein réchauffement, le Père Noël se languit de la neige

En Laponie finlandaise, le Père Noël et ses lutins s'affairent entre photos avec les touristes et réponses aux lettres reçues du monde entier, mais ils sont bien démunis face à un phénomène nouveau : il y a peu de neige, à l'heure du réchauffement climatique.

Rovaniemi, village de l'Arctique que le marketing touristique finlandais vend depuis les années 80 comme la "vraie patrie" du Père Noël, devrait être tout blanc en cette fin novembre.

Au lieu de cela, le thermomètre affiche +2°C et la pluie tombe dru dans le ciel gris.

"Je m'attendais à ce qu'il y ait beaucoup plus de neige. Je veux dire, on sent l'atmosphère de Noël... mais je pensais que ça ressemblerait un peu plus au Père Noël", confie Wenguel, une touriste américaine qui ne souhaite pas donner son nom.

"Mes rennes peuvent voler, donc il n'y a pas de problème!", s'amuse l'un des Pères Noël de la ville, tout de rouge et blanc vêtu.

Avant d'admettre aussitôt : "Nous constatons que le changement climatique est réel. Il affecte la

vie ici dans l'Arctique, notamment les rennes".

A cause d'hivers plus doux et plus imprévisibles, la neige fond, puis regèle, si bien que les couches de glace s'accumulent et les rennes peinent à déterrer le lichen, leur nourriture principale.

L'Arctique s'est réchauffé près de quatre fois plus vite que d'autres régions du monde, selon une étude publiée dans la revue *Nature* en 2022.

Les derniers mois ont été historiquement chauds en Laponie finlandaise. Un nouveau record a été établi pour novembre, à 11,1°C dans la ville d'Utsjoki. Le précédent, 11°C, datait de 1975.

Des touristes du monde entier sont pourtant là, dans l'espoir pour beaucoup de voir des aurores boréales illuminer le ciel.

Rovaniemi a enregistré l'an dernier plus d'un million de nuitées, un record.

Les visiteurs désireux de croiser le Père Noël peuvent se rendre au village du même nom, ou au parc d'attractions souterrain Santa Park, tout proche.



"C'est super sympa. C'est comme dans les films de Noël, super magique", abonde Maria Batista Torres, originaire de Tenerife, en Espagne, venue avec ses deux jeunes enfants et qui ne semble pas gênée par l'absence de neige.

L'entrée au village du Père Noël est gratuite, mais une photo avec lui coûte au moins 40 euros. Rova-

niemi vit aussi des sorties en moto-neige ou en traîneau de rennes.

Malgré un ciel maussade, le bureau de poste du Père Noël est en pleine effervescence, les lutins à la tête rouge s'affairant à tamponner les cartes et à trier les piles de lettres.

"En décembre, il peut y avoir environ 30.000 lettres par jour", explique un lutin de la poste, Heidi

Mustonen, qui travaille ici depuis 20 ans.

Plus d'un demi-million de lettres parviennent au Père Noël chaque année selon Heidi, qui assure que chacune est lue attentivement.

La plupart sont des listes de souhaits de cadeaux, mais adultes et enfants écrivent aussi pour faire part de leurs préoccupations.

"Cette année, beaucoup de gens ont souhaité la paix", explique Heidi.

La plupart des lettres venant d'Asie ont été écrites par de jeunes adultes, dont beaucoup demandent de la force pour mener à bien leurs études.

Celles en provenance des pays européens ont quant à elles été écrites par des enfants.

Si elle se réjouit de l'atmosphère chaleureuse et joyeuse qui règne dans le village du Père Noël, Heidi aimerait que la neige vienne égayer le paysage.

"Nous mettrions de la neige partout si nous le pouvions. Mais nous ne sommes que des lutins postaux", lance-t-elle.

Recettes

Délicieuses bouchées à la noix



Ingrédients :
 250g de farine blanche,
 1 cuillère à café de cannelle en poudre,
 1 cuillère à café de levure chimique,
 1 pincée de noix de muscade râpée,
 1 pincée de sel,
 120g de beurre,
 1 oeuf,
 70g de sucre,
 1 tasse de café fort préparé au préalable,
 Du cacao et de la noix de coco pour enrober.

Préparation :
 Pétrir ensemble tous les ingrédients de la pâte. Former un rouleau d'environ 3 cm de diamètre, l'envelopper dans du film alimentaire et laisser reposer au frigo au moins 3 heures.
 Découper ensuite en tranches d'environ 1 cm d'épaisseur et former des boules. Poser les boules sur la plaque à pâtisserie recouverte de papier sulfurisé en aplatissant légèrement.
 Une fois cuites, humidifier légèrement les bouchées avec du café et enrober-les tantôt de cacao tantôt de noix de coco.

Le Royaume-Uni vise un cadre sur les cryptomonnaies d'ici 2026

Le Royaume-Uni compte mettre en place un cadre spécifique aux cryptomonnaies d'ici 2026 face à un secteur en pleine expansion, a annoncé le régulateur britannique des marchés (FCA) mardi.

Dans sa nouvelle feuille de route, la FCA, qui supervise le secteur, prévoit de publier différents documents de travail, notamment sur les abus de marché, avant des règles finales début 2026.

Le gendarme financier britannique entend également instaurer début 2025 une législation dédiée aux "stablecoins", des cryptomonnaies dont le cours se veut fixe.

Ce plan intervient au moment où l'usage des cryptomonnaies se développe : 12% des adultes au Royaume-Uni, soit 7 millions de Britanniques, en possèdent désormais, selon la dernière étude de la FCA menée en août dernier, contre 10% en 2022.

"Actuellement, les cryptomonnaies restent largement non réglementées au Royaume-Uni et présentent un risque élevé", rappelle l'autorité de régulation dans son communiqué.

"En cas de problème, il est peu probable" que le consommateur "soit protégé", et il risque de "perdre tout (son) argent".

Dans ce contexte, la FCA sou-

ligne "la nécessité d'une réglementation claire qui soutienne un secteur de la cryptomonnaie sûr, compétitif et stable au Royaume-Uni", a commenté Matthew Long, en charge des actifs numériques au sein de l'agence, dans une déclaration jointe au communiqué.

Ce régime britannique dédié aux cryptomonnaies suivra le règlement de l'Union européenne sur les marchés de crypto-actifs, ou MiCA, qui prévoit notamment un agrément obligatoire pour les prestataires de

services dans ce domaine, et devrait être applicable d'ici la fin de cette année. Depuis la victoire début novembre de Donald Trump, chanteur autoproclamé de la crypto, le secteur s'attend à bénéficier d'un coup d'accélérateur, aussi bien du côté de la régulation que des investissements.

En conséquence, le prix de plusieurs devises numériques s'est envolé, le bitcoin frôlant désormais la barre des 100.000 dollars, gonflant d'environ un tiers de sa valeur depuis l'élection.

